

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 17/10/2019

N° : 2019/147

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

Page 3/47

 **Décisions**

Page 48 /242

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 19/193/CM

### **Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 50A situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Publique d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;



- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/158/CM du 22 juillet 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 50A, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

**ZAC DE LAVALDUC  
COMMUNE DE FOS SUR MER**

**LOT 50A**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain  
établi en application de l'article L 311-6  
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

### **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR**

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **V - DOCUMENTS GRAPHIQUES**



## **PREAMBULE**

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

## **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### ***1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur***

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à SCI La SALICORNE, **domicilié 185 chemin de SORBIER 13 270 Fos sur Mer** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

### ***2) Désignation des terrains***

Le **lot 50A** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrit dans le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur la **parcelle n° B3288** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **1 500 m<sup>2</sup>**.



### **3) Utilisation des terrains**

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage d'atelier-stockage de matériel de bâtiment.

La surface de plancher totale autorisée est de **750 m<sup>2</sup>**.

### **4) Conditions de Cession**

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

## **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR**

### **1) Obligations de la SPL SENS URBAIN**

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

### **2) Délais d'exécution**

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

### **3) Prolongation éventuelle des délais**

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.



#### **4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur***

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

##### **4.1. Dommages et intérêts**

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000<sup>e</sup> du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

##### **4.2. Résolution de la vente**

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette



somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

## **5) *Mise à disposition des terrains***

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

## **6) *Vente - Location - Partage des terrains cédés***

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

## **7) *Nullité***

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.



Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

#### **8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux***

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

#### **1) *Dispositions générales***

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

#### **2) *Aspect architectural***

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.

#### **3) *Clôtures***





La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

#### **4) Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

#### **5) Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écrêter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.

### **IV -GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

#### **1) Gestion**

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

#### **2) Tenue générale**



Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

### **3) *Respect de l'environnement, pollution***

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.



## Arrêté n° 19/216/CM

### **Retrait de l'arrêté n° 19/151/CM du 27 juin 2019 "Désignation de Monsieur Didier Zanini en qualité de suppléant sur les conseils portuaires"**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/151/CM du 27 Juin 2019, portant désignation de Monsieur Didier Zanini en qualité de suppléant sur les conseils portuaires ;
- L'arrêté n° 19/165/CM du 22 juillet 2019 portant désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein du conseil portuaire du port du Frioul à Marseille et modification de l'arrêté n° 18/287/CM du 19 décembre 2018 ;
- L'arrêté n° 19/166/CM du 22 juillet 2019 portant désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein des conseils portuaires de La Ciotat, de Sausset-les-Pins, de Carry-le-Rouet, du Vieux Port de Marseille et des petits ports de Marseille et modification des arrêtés n° 18/286/CM, n° 18/289/CM, n° 18/290/CM, n° 19/073/CM et n°19/074/CM ;
- L'arrêté n° 19/167/CM du 22 juillet 2019 portant désignation du représentant suppléant de la Présidente au sein du conseil portuaire des petits ports de la Côte Bleue et modification de l'arrêté n° 18/291/CM du 19 décembre 2018 ;
- L'arrêté n° 19/168/CM du 22 juillet 2019 portant désignation du représentant suppléant de la Présidente, remplacement d'un conseiller portuaire au sein du conseil portuaire du port de la Pointe Rouge à Marseille et modification de l'arrêté n° 18/285/CM du 19 décembre 2018.

## **CONSIDÉRANT**

- Que par l'arrêté susvisé n° 19/151/CM du 27 juin 2019, Monsieur Didier Zanini a été désigné en qualité de suppléant sur les conseils portuaires ;
- Que d'une part, cette désignation est erronée dans son intitulé ;
- Que d'autre part, Monsieur Didier Zanini a été correctement désigné représentant suppléant de la Présidente au sein des conseils portuaires des ports du Frioul, de La Ciotat, de Sausset-les-Pins, de Carry-le-Rouet, du Vieux Port de Marseille, des petits ports de Marseille, des petits ports de la Côte Bleue et du port de la Pointe Rouge à Marseille, par les arrêtés susvisés n° 19/165/CM, n° 19/166/CM, n°19/167/CM et n°19/168/CM du 22 juillet 2019 ;
- Que l'arrêté n° 19/151/CM n'a donc pas lieu d'être et doit être retiré.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est retiré l'arrêté n° 19/151/CM du 27 juin 2019 portant désignation de Monsieur Didier Zanini en qualité de suppléant sur les conseils portuaires.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 19/217/CM

**Arrêté de consignation au profit des consorts Tumbarello de la somme de 112 500 euros suite à la décision de préemption en révision de prix sur la parcelle cadastrée AL 66 sise lieudit Le Bricard 13 180 Gignac-La-Nerthe**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau-Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 043 19M0051 reçue en mairie de Gignac-la-Nerthe le 3 mai 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AL n°66 sise lieudit Le Bricard 13 180 Gignac-La-Nerthe pour un montant total de 750 000 euros ;
- L'avis du Directeur départemental des finances publiques référencé n°2019-043V1240 du 27 juin 2019 évaluant la parcelle cadastrée AL n°66 sise lieudit Le Bricard 13180 Gignac-La-Nerthe pour un montant total de 750 000 euros ;
- La décision de préemption en révision de prix n°19/446/D du 17 juillet 2019 ;
- La signification de la décision de préemption par voie d'huissier du 17 juillet 2019 ;
- Le courrier de maintien du prix des consorts Tumbarello du 28 août 2019 ;
- Le mémoire de saisine du juge de l'expropriation du 11 septembre 2019.

### CONSIDÉRANT

- Que l'article L. 213-4-1 du Code de l'Urbanisme précise que lorsque la juridiction compétente en matière d'expropriation a été saisie dans les cas prévus aux articles L. 211-5, L. 211-6, L. 212-3 et L. 213-4, le titulaire du droit de préemption doit consigner une somme égale à 15 % de l'évaluation faite par le directeur départemental des finances publiques ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019

- Que la saisine du juge de l'expropriation est caractérisée par le dépôt du mémoire de saisine.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Le montant de 112 500 euros représentant la somme de 15% de l'évaluation faite par le Directeur départemental des Finances Publiques sera versé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au profit des consorts Tumbarello suite à la décision de préemption en révision de prix sur la parcelle cadastrée AL 66 sise lieudit Le Bricard 13 180 Gignac-La-Nerthe.

### **Article 2 :**

La déconsignation de cette somme interviendra lors de la production des pièces justificatives, nécessaires à la levée de la somme susvisée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorisera ladite déconsignation par arrêté.

### **Article 3 :**

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 19/218/CM**

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 25A – ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics du 11 octobre 1991 ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- L'avenant n° 4 du 22 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- L'avenant n° 5 du 13 juillet 2017 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- L'avenant n° 6 du 11 avril 2018 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;



- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/158/CM du 22 juillet 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Lavalduc a pour vocation principale d'accueillir des activités artisanales, commerciales, ainsi que des bureaux et services ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le dossier de réalisation de la ZAC.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrain ci-annexé concernant le lot 25A, situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Mériquette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

**ZAC DE LAVALDUC  
COMMUNE DE FOS SUR MER**

**LOT 25A**

**Cahier des Charges de Cession de Terrain  
établi en application de l'article L 311-6  
du Code de l'Urbanisme**



SPL SENS URBAIN - Domaine de la Méridette – RN 569 – bat 10 - 13 270 FOS-SUR-MER – 04 42 47 71 68

---

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE**

### **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR**

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

### **V - DOCUMENTS GRAPHIQUES**



## **PREAMBULE**

La ZAC de FOS-LAVALDUC à FOS SUR MER a été créée par arrêté de Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 22 juin 1990.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 11 octobre 1991 par Monsieur le Commissaire de la République, Préfet des Bouches-du-Rhône.

La ZAC de FOS-LAVALDUC a pour vocation d'accueillir des activités commerciales, artisanales, de bureaux et de services.

Suivant la Convention Publique d'Aménagement en date du 19 juillet 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre a confié à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence la poursuite de la réalisation de ladite ZAC.

La Convention publique d'aménagement a été transférée à la SPL SENS URBAIN (ex SPL Aménagement Développement Ouest Provence) le 1 janvier 2016.

Le présent cahier des charges est établi en application de l'article L311.6 du code de l'urbanisme, et de l'article 11 de la Convention Publique d'Aménagement, liant la SPL SENS URBAIN, concessionnaire, à Aix Marseille Provence METROPOLE, concédant.

## **I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS**

### ***1) Désignation du vendeur et de l'acquéreur***

La présente cession est consentie par la SPL SENS URBAIN à **SCI CAUXINELLE, domicilié 8 rue des chevaliers de Malte 13 123 Saliers** ci-après désigné "l'acquéreur" ou à toute personne morale ou privée qu'il se substituerait avec l'accord de la SPL SENS URBAIN.

### ***2) Désignation des terrains***

Le **lot 25A** cédé est classé en secteur UE au PAZ (retranscrit dans le PLU en révision) de la ZAC de Lavalduc et porte sur une partie de la **parcelle n° B2802** au Cadastre de la Commune de FOS SUR MER.

La superficie du lot est d'environ **600 m²**.



### **3) *Utilisation des terrains***

Le terrain susvisé est cédé en vue de la réalisation d'un bâtiment à usage de micro crèche.

La surface de plancher totale autorisée est de **300 m<sup>2</sup>**.

### **4) *Conditions de Cession***

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PAZ ou du PLU en cours de révision, du règlement de la ZAC et aux prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales énoncées au titre III, pendant la durée de la réalisation de la zone.

## **II - DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SPL SENS URBAIN ET DE L'ACQUEREUR**

### **1) *Obligations de la SPL SENS URBAIN***

La SPL SENS URBAIN s'engage à mettre à la disposition de l'acquéreur l'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement des terrains cédés.

### **2) *Délais d'exécution***

L'acquéreur s'engage à :

- 2.1. Déposer la demande de permis de construire en conformité avec le PAZ et le PLU en cours de révision, dans un délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse de vente.
- 2.2. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la délivrance du permis de construire.
- 2.3. Avoir terminé les travaux et obtenu leur conformité dans un délai maximum de 16 mois à compter de la date de début des travaux.

### **3) *Prolongation éventuelle des délais***

Les délais d'exécution prévus ci-dessus seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de ce dernier.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.



#### **4) *Sanctions à l'égard de l'acquéreur***

En cas d'inobservation de l'une des obligations du Cahier des Charges, de l'acte de cession, la SPL SENS URBAIN pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit obtenir des dommages et intérêts, soit résoudre la vente, dans les conditions suivantes :

##### **4.1. Dommages et intérêts**

Si l'acquéreur ne respecte pas les délais prévus à l'article II.2) Délais d'exécution, la SPL SENS URBAIN le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours en ce qui concerne les délais des paragraphes 2.1. et 2.2., ou dans un délai de trois mois en ce qui concerne celui du paragraphe 2.3.

Si passé ce nouveau délai, l'acquéreur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, la SPL SENS URBAIN pourra prétendre à une indemnité fixée à 1/1000<sup>e</sup> du prix de cession hors taxes par jour de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 %, la SPL SENS URBAIN pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

##### **4.2. Résolution de la vente**

La cession pourra être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais de l'article II.2) Délais d'exécution.

La cession pourra également être résolue de plein droit par décision de la SPL SENS URBAIN notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du cahier des charges, de l'acte de cession ou de location.

L'acquéreur aura droit en contrepartie à une indemnité de résolution qui sera calculée comme suit :

- a) Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT. Le cas échéant, en cas de versement initial que d'une partie du prix de cession, l'indemnité sera égale à cette partie du prix, déduction faite au montant d'un préjudice subi par la SPL SENS URBAIN, de 10 % du prix de cession HT.
- b) Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus pourra être augmentée d'une somme égale au montant de la plus value apportée au terrain par les travaux régulièrement réalisés sans que cette



somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre utilisée.

Dans certains cas, une moins value sera appliquée aux travaux exécutés.

Cette plus value ou moins value sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de la SPL SENS URBAIN étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance, sur la requête de la SPL SENS URBAIN.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du concessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit, seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.

## **5) *Mise à disposition des terrains***

La mise à disposition des terrains, qui aura lieu, sauf dérogation, après signature de l'acte authentique de vente, ne pourra faire obstacle à la mission de la SPL SENS URBAIN concernant la poursuite des travaux d'aménagement de la ZAC.

## **6) *Vente - Location - Partage des terrains cédés***

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente ou de louer les terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins quatre mois à l'avance, avisé la SPL SENS URBAIN qui pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par lui ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 10 %. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par la SPL SENS URBAIN, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement aménagée, la SPL SENS URBAIN pourra exiger que le prix de cession soit fixé dans les mêmes conditions.

## **7) *Nullité***

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par l'acquéreur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le Cahier des Charges, seraient nuls et de nul effet, conformément aux dispositions de l'article L 21-3 du décret n° 77-392 du 28 mars 1977.



Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de la SPL SENS URBAIN ou, à défaut, par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

#### **8) *Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux***

Après achèvement des travaux, l'acquéreur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des terrains aménagés sans en avoir avisé la SPL SENS URBAIN au moins deux mois à l'avance.

A ce titre, il devra soumettre à l'agrément de la SPL SENS URBAIN tout projet de construction et/ou aménagement du terrain cédé qui surviendrait postérieurement au permis de construire initialement obtenu.

la SPL SENS URBAIN pourra jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un acquéreur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds, s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

### **III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES**

#### **1) *Dispositions générales***

La demande de permis de construire devra se conformer aux règles énoncées dans le PAZ et le PLU en cours de révision et le RAZ de la ZAC de Lavalduc ainsi qu'au présent cahier des charges de cession de terrains.

Toutes les pièces administratives liées à cette autorisation devront répondre aux prescriptions suivantes.

#### **2) *Aspect architectural***

L'ensemble des bâtiments implantés sur une même parcelle devra assurer une unité architecturale et urbanistique au niveau de la volumétrie, du traitement des façades et des toitures (cohérence dans le type de matériaux mis en œuvre et dans le choix des couleurs).

Dans le cas de toitures non architecturées, les façades des bâtiments devront présenter des acrotères horizontaux sur l'ensemble des façades et jusqu'à l'arase du faîtage.





### **3) Clôtures**

La hauteur totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m ; elles seront conformes au RAZ et au PLU en cours de révision.

Elles devront être indiquées dans la demande de permis de construire et soumises à l'obtention de la conformité.

### **4) Enseignes - Panonceaux**

Il est interdit de procéder à un affichage ou une publicité sur les terrains, clôtures et constructions, à l'exception :

- de l'affichage réglementaire lié au permis de construire
- de la raison sociale et du sigle de la société.

Les projets d'enseignes devront figurer dans la demande de permis de construire.

### **5) Desserte**

Le terrain est desservi à partir de la voirie publique réalisée par l'aménageur. la SPL SENS URBAIN a/aura à réaliser les réseaux sur lesquels l'acquéreur pourra raccorder, à sa demande et à sa charge, ses installations au droit de la propriété (électrique (BT 36kva), eaux usées, eau potable, génie civil du réseau télécom – hors gaz). Un seul point de desserte et un seul accès sont prévus aux frais de la SPL SENS URBAIN, toutefois, d'autres points de desserte seront éventuellement possibles, en accord avec la SPL SENS URBAIN, mais à la charge de l'acquéreur. De même, si les besoins de réseaux de l'acquéreur sont plus importants (puissance, débit...), ce dernier prendra en totalité la charge de l'acheminement en limite mitoyenne.

Si l'activité le nécessite, l'acquéreur sera dans l'obligation de traiter ses eaux usées avant rejet dans les réseaux publics.

L'acquéreur fera son affaire de la collecte des eaux pluviales : les eaux provenant des ruissellements de toiture pourront être infiltrées directement.

Les eaux de ruissellement sur voirie seront rejetées dans le réseau public au droit du terrain. Le débit rejeté au réseau public ne devra pas excéder 5litres/sec/ha du terrain imperméabilisé. Si ce débit maximal ne peut être respecté, l'acquéreur devra écreter le débit d'eaux pluviales avant rejet au réseau au moyen d'un bassin de rétention étanche.



#### **IV - GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS**

##### ***1) Gestion***

La gestion du domaine public sera assuré par la collectivité.

##### ***2) Tenue générale***

Les parcelles, les constructions, les espaces libres et les voies doivent être tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Les prescriptions suivantes doivent en particulier être respectées :

- Les fouilles sont interdites, si ce n'est pour la construction elle-même, et à condition de remettre le sol en l'état et d'évacuer les matériaux en surplus.
- Tous les terrassements, exhaussements ou décaissements seront soumis à la législation en vigueur.
- Les décharges, (ordures, déchets, matériaux), sont proscrites sur les voies, les parcelles et terrains voisins, les espaces libres, les parkings y compris pendant les travaux de construction.
- Les acquéreurs assureront l'évacuation de leurs déchets professionnels en un lieu adapté pour les recevoir.

##### ***3) Respect de l'environnement, pollution***

Les nuisances pouvant être générées par l'exécution des travaux ou par l'activité de l'acquéreur devront être traitées par ce dernier de manière à ce qu'aucune gêne ne soit occasionnée au voisinage.

En cas de dépôts sauvages, enfouissements de déblais, nettoyage de matériel, etc..., sur les parcelles mitoyennes ou voisines, dégradation des emprises publiques, réalisés par des entreprises travaillant pour le compte des propriétaires de parcelles dans la zone d'activité, ou par les propriétaires eux-mêmes, et dûment constatés par la SPL SENS URBAIN, des poursuites seront immédiatement engagées, sans préavis, à l'encontre des contrevenants.

Ils seront tenus de remettre les lieux en état à leurs frais exclusifs.

COMMUNE DE FOS SUR MER

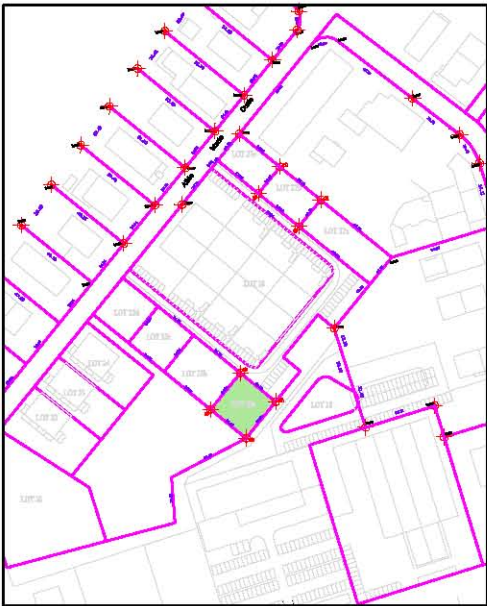
Quartier LAVALDUC

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

COMMUNE DE FOS SUR MER

ZAC LAVALDUC

LOT 25a



1				
0	Plan de lots	19/07/2019	EPER	THGO
Indice	Nature des modifications	Date	Auteur	Verifié par

ECHELLE: 1/500	Date du relevé : 11/04/2019	DOSSIER: MA119019-11	FICHER: MA119019-11_LOT 25a.dwg
----------------	-----------------------------	----------------------	------------------------------------

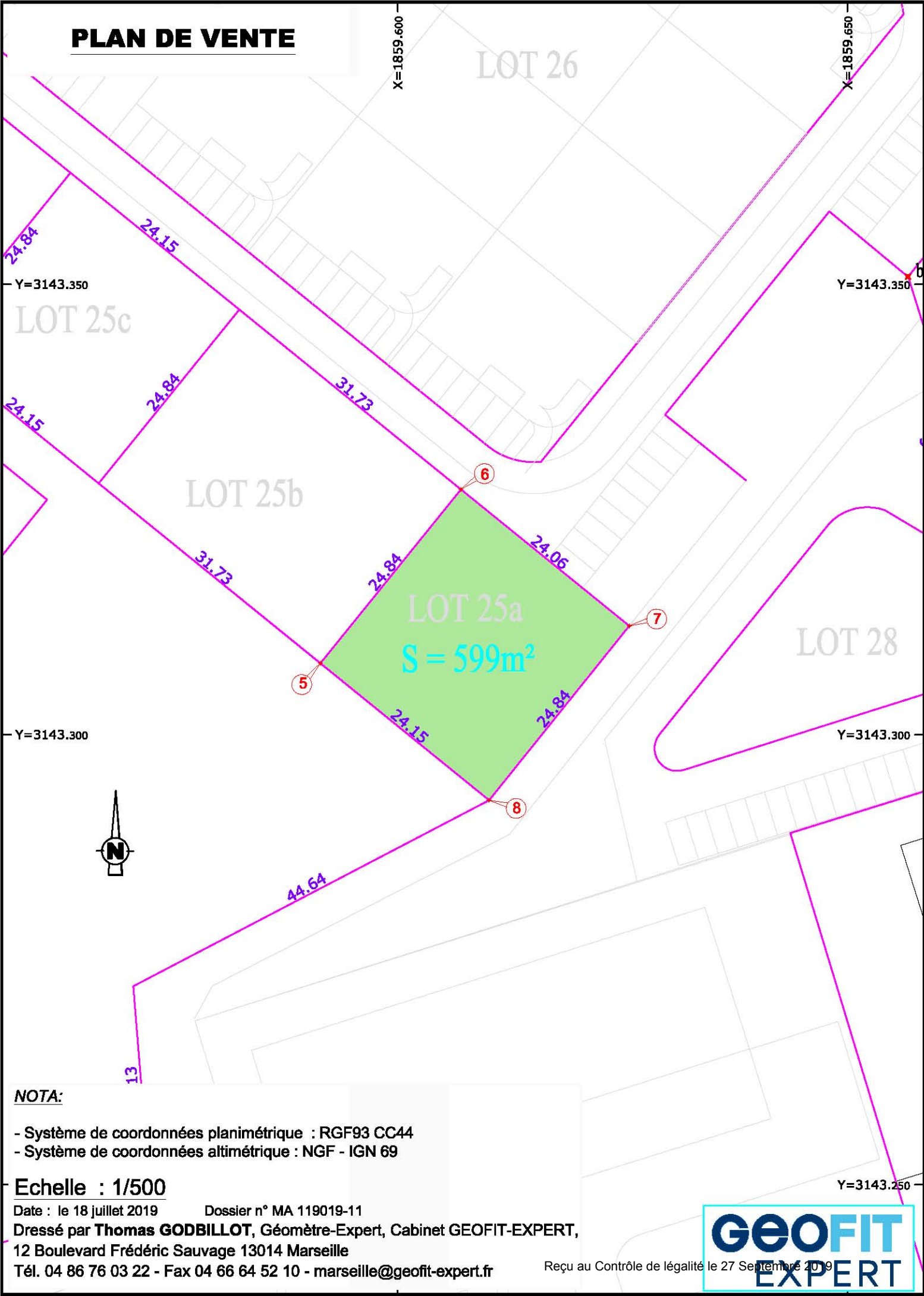
PLAN DE VENTE

COORDONNEES	RGF93 CC44	<input checked="" type="checkbox"/>	NIVELLEMENT	IGN 69	<input checked="" type="checkbox"/>
COORDONNEES	INDEPENDANTES	<input type="checkbox"/>	NIVELLEMENT	INDEPENDANT	<input type="checkbox"/>



GEOFIT EXPERT Géomètre - Expert  
Thomas GODBILLOT (n° 05245)  
12 Bd Frédéric Sauvage  
13014 MARSEILLE  
Tel.04 86 76 03 22 - Fax: 04 91 37 56 84  
marseille@geofit-expert.fr

PLAN DE VENTE



NOTA:

- Système de coordonnées planimétrique : RGF93 CC44
- Système de coordonnées altimétrique : NGF - IGN 69

Echelle : 1/500

Date : le 18 juillet 2019      Dossier n° MA 119019-11  
Dressé par **Thomas GODBILLOT**, Géomètre-Expert, Cabinet GEOFIT-EXPERT,  
12 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 Marseille  
Tél. 04 86 76 03 22 - Fax 04 66 64 52 10 - marseille@geofit-expert.fr

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019



## Arrêté n° 19/219/CM

### **Arrêté modificatif de composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment les articles 28 et 32 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel au sein des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail librement désignés par les organisations syndicales de fonctionnaires remplissant les conditions exigées par l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 précitée ;
- L'arrêté n° 19/014/CM du 30 janvier 2019 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail suite aux élections professionnelles du 6 décembre 2018 ;
- L'arrêté n° 19/104/CM du 17 mai 2019 portant modification de la composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 052-3822/18/CM du 18 mai 2018 relative à l'approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de la Métropole au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole Aix-Marseille Provence,
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats de l'élection professionnelle du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel au comité technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- La démission de Monsieur Christophe Castillo, représentant du personnel suppléant auprès de l'UNSA, du 26 août 2019 ;
- La désignation par Monsieur le Secrétaire Général du syndicat de l'UNSA, de Monsieur Jean-Pierre Moreno (Identifiant 860), par demande en date du 30 août 2019 ;

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

L'arrêté n°19/104/CM du 17 mai 2019 est modifié comme suit :

Sont désignés en qualité de membres titulaires et suppléants de l'administration et du personnel au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### **REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION**

##### **Titulaires :**

- M. Martial ALVAREZ
- Mme Josette VENTRE
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Alain ROUSSET
- M. Pascal MONTECOT
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Domnin RAUSCHER
- M. Laurent PERES
- Mme Nathalie N'DOUMBE

##### **Suppléants :**

- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Régis MARTIN
- Mme Nicole JOULIA
- M. Bernard DESTROST
- M. Auguste COLOMB
- Mme Béatrice ALIPHAT
- Mme Florence PARMANTEL
- M. Laurent BLANES
- M. Jean-Marc MERTZ

#### **REPRESENTANTS DU PERSONNEL**

##### **Titulaires :**

- M. Josué KNOPPERS (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- M. Karim YAGOURB (FO)
- M. Nouredine ABECHA (FO)
- M. Francis ATOKO (FO)
- M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
- M. Franck PAPAIN (SNUTER 13 – FSU)
- M. César PITOISET (SNUTER 13 – FSU)
- M. Michel KROL (UNSA)
- M. Fabrice AUBERT (CGT)

##### **Suppléants :**

- M. Laurent PARRINELLO (FO)
- M. Richard CAUVIN (FO)
- M. Olivier MOURNAUD (FO)
- M. Jean-Marc KUGOGNE(FO)
- M. Nicolas ANTONORSI (FO)
- M. Jérémy PORTE (SNUTER 13 – FSU)
- M. Fabien DUMAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Larbi BOURAS (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Pierre MORENO (UNSA)
- M. Alain LAHMAR (CGT)

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Septembre 2019

**Article 2 :**

Monsieur Martial Alvarez assure la présidence du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

**Article 3 :**

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 26 septembre 2019

**Martine VASSAL**



## Arrêté n° 19/220/CM

**Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public d'assainissement pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 5 septembre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé.

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau, afin de mener librement toute discussion utile avec les soumissionnaires ayant présenté une offre.

### ARRETE

#### Article 1 :

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les candidats SAUR, SEERC, et SEM, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du service public d'assainissement pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Octobre 2019

à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, assisté dans cette mission par Monsieur Arnaud Mercier, Vice-président du territoire du pays d'Aix délégué à l'environnement, au développement durable, l'eau, l'assainissement et le pluvial, Conseiller métropolitain et Madame Monique SLISSA, Maire de la commune des Pennes-Mirabeau, Conseillère métropolitaine.

**Article 2 :**

Monsieur Montecot pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Mme Laurence Dardhalon, Directrice Générale Adjointe, Commande publique et Affaires juridiques
- M. Jean-Marc Mertz, Directeur Général Adjoint Eau, Assainissement, Propreté, Déchets ;
- Mme Nathalie Perrin, Directrice de la Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial
- M. Eric Dalle, Chef du service pilotage des contrats, Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Denis Alcazar, Directeur du pôle Eau et Assainissement du Pays d'Aix
- M. Rémy Jean, Directeur de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial, Territoire du Pays d'Aix;
- M. Michel Cretin, Service Contrat et Travaux, Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial, Territoire du Pays d'Aix
- M. Alain Trabuc, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas Derne, Chef de Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Olivier Vernhettes, Conseiller juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Stéphane Nougier, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

**Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 octobre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Octobre 2019



## Arrêté n° 19/221/CM

**Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public d'eau potable pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 5 septembre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé.

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau potable pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau, afin de mener librement toute discussion utile avec les soumissionnaires ayant présenté une offre.

### ARRETE

#### Article 1 :

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les candidats SAUR, SEERC, et SEM, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du service public d'eau potable pour le territoire de la Commune des Pennes-Mirabeau, à Monsieur Pascal Montecot,

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Octobre 2019

Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, assisté dans cette mission par Monsieur Arnaud Mercier, Vice-président du Territoire du pays d'Aix délégué à l'environnement, au développement durable, l'eau, l'assainissement et le pluvial, Conseiller métropolitain et Madame Monique Slissa, Maire de la commune des Pennes-Mirabeau, conseillère métropolitaine.

**Article 2 :**

Monsieur Montecot pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Mme Laurence Dardhalon, Directrice Générale Adjointe, Commande publique et Affaires juridiques ;
- M. Jean-Marc Mertz, Directeur Général Adjoint Eau, Assainissement, Propreté, Déchets ;
- Mme Nathalie Perrin, Directrice de la Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Eric Dalle, Chef du service pilotage des contrats, Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Denis Alcazar, Directeur du pôle Eau et Assainissement du Pays d'Aix ;
- M. Rémy Jean, Directeur de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial, Territoire du Pays d'Aix ;
- M. Michel Cretin, Service Contrat et Travaux, Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial, Territoire du Pays d'Aix ;
- M. Alain Trabuc, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas Derne, Chef de Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Olivier Vernhettes, Conseiller juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Stéphane Nougier, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

**Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 octobre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Octobre 2019

## Arrêté n° 19/222/CM

**Indemnités de jury de concours - Concours restreint de maîtrise d'oeuvre sur esquisse pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7<sup>ème</sup> Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 20 Septembre 2018 ;
- L'arrêté n° 18/329/CM du 29 novembre 2018 portant délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le concours restreint de maîtrise d'œuvre sur « esquisse » pour l'opération de la construction de la médiathèque intercommunale à Istres.

### CONSIDÉRANT

- La nécessité d'indemniser les personnalités qualifiées au vue de leur participation à la commission d'appel d'offres composée en jury ;

### ARRETE

#### **Article 1 :**

Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'appel d'offres composée en jury :

- Madame Decot Valérie, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.
- Madame Birotteau Pascale, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.
- Monsieur Leclerc Jean-Michel, Ingénieur, membre du SYNTEC.

**Article 2:**

Pour le concours de construction et réalisation :

- Madame Decot Valérie, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.
- Madame Birotteau Pascale, Architecte, membre du Syndicat des Architectes.
- Monsieur Leclerc Jean-Michel, Ingénieur, membre du SYNTEC.

percevront une indemnité de 300 euros net pour leur participation à chaque réunion de jury.

**Article 3 :**

Monsieur le Vice-président de la Métropole Aix-Marseille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 octobre 2019

**Martine Vassal**

**Arrêté n° 19/223/CM**

**Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cadolive - Arrêté d'engagement de la modification simplifiée n° 1**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cadolive du 25 mars 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;

- La délibération CT4/170619/6 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive ;
- La délibération URB 016-6438/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive ;
- La délibération CT4/240919/10 du 24 septembre 2019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile définissant les modalités de la mise à disposition du dossier au public ;
- Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Cadolive en vigueur.

### **CONSIDÉRANT**

- Que l'objet de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive est de permettre la rectification de diverses erreurs matérielles, mais également de fournir à la commune des règles plus adaptées à l'instruction quotidienne des permis de construire ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification simplifiée n°1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier :

Le règlement écrit ;

Le plan de zonage (Planche graphique, règlement graphique incendie, règlement graphique inondation) ;

L'annexe relative à la liste des Emplacements Réservés (ER).

- Que les modifications du document d'urbanisme projetées n'ont pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de constructions résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; de diminuer ces possibilités de construire ; de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. Elles relèvent donc du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153.45 au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la demande écrite par délibération de la commune de Cadolive, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 ;
- Que les modalités de mise à disposition ont été définies par délibération du Conseil de Territoire du 24 septembre 2019 comme suit :

Publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et dans un journal diffusé dans le département ;

Affichage de l'avis de mise à disposition et de l'arrêté d'engagement de la modification n° 1 de Cadolive au siège du Conseil de Territoire et à l'hôtel de ville de Cadolive ;

Mise à disposition à l'hôtel de ville de Cadolive et au siège du Conseil de Territoire d'un registre papier destiné à accueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'un mois conformément aux dates de mise à disposition dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition ;

Mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 17 Octobre 2019**

Mise à disposition d'un dossier des études en cours sur support papier au Conseil de Territoire et à l'hôtel de ville de Cadolive ainsi que sur support numérique sur le registre dématérialisé, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la mise à disposition.

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité de la Présidente de la Métropole l'engagement par arrêté la procédure de modification simplifiée n°1.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est engagée une procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive.

### **Article 2 :**

La modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune Cadolive a pour objet de permettre la rectification de diverses erreurs matérielles, mais également de fournir à la commune des règles plus adaptées à l'instruction quotidienne des permis de construire.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être mis à disposition du public pendant un mois.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 octobre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Octobre 2019

## Arrêté n° 19/224/CM

### Définition du chenal de transit des embarcations de l'UCPA au sein du port du Frioul

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du Règlement Particulier de Police des 24 ports de plaisance notamment les articles 31 et 32.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mission de gestion des ports de plaisance ;
- Que l'article 31 du Règlement Particulier de Police des Ports de la Métropole prévoit l'interdiction de pratiquer sur les plans d'eau et les chenaux d'accès aux ports, tout sport nautique notamment la natation, le ski nautique, la plongée sous-marine, le plongeon depuis les ouvrages ou les bateaux, la voile, l'aviron, le kayak et les véhicules non motorisés dont le transit est autorisé au sein des zones délimitées à cet effet ;
- Que l'article 32 du Règlement Particulier de Police des Ports de la Métropole prévoit, pour la pratique d'activités sportives des clubs ou associations nautiques, que des dérogations à l'article 31 peuvent être accordées sous condition, et sous la pleine et entière responsabilité de leurs Présidents ;
- Qu'il convient de définir par le présent arrêté, en application des articles susvisés, un chenal au sein du port de plaisance du Frioul pour permettre le transit des embarcations de type dériveurs de l'UCPA ;



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La base nautique UCPA du Frioul est autorisée à faire transiter dans le bassin du port du Frioul sa flotte d'embarcations de type dériveurs, afin d'atteindre leur lieu de pratique, hors du port, par le chenal délimité ci-après (art 2).

L'UCPA s'engage à respecter les consignes communiquées par la capitainerie, qui peuvent, dans le cas d'évènements majeurs, restreindre les modalités de transit des dériveurs dans l'enceinte du port et à adapter les sorties à la densité du trafic maritime.

### **Article 2 :**

Est arrêté le chenal (zone de transit) réservé aux embarcations de l'UCPA pratiquant les activités susmentionnées à l'article 1 selon les limites fixées par le plan ci-dessous. Le chenal n'est pas balisé sur le plan d'eau. Dans le port, les embarcations doivent être remorquées en file indienne par un navire assistance.

### **Article 3 :**

Les responsables de l'UCPA veilleront à faire respecter le Règlement Particulier de Police des Ports et le présent arrêté par leurs personnels et stagiaires. Ce transit s'effectue sous la pleine et entière responsabilité de l'UCPA. Cette autorisation implique de la part des usagers, le strict respect, sur les plans d'eau et chenaux, des règlements pour prévenir les abordages en mer. Les navires assistance devront être équipés de VHF en veille sur le canal 9 (capitainerie du port de plaisance) et sur le canal 68 (navettes maritimes).

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Arrêté n° 19/226/CM

### Déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-3 ;
- La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2 ;
- L'article 5 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 012-5489/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Martial Alvarez, en qualité de 20<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 003-4258/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Pascal Montecot, en qualité de 7<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté 19/081/CM du 15 mars 2019 portant délégation de fonction à Monsieur Martial Alvarez, 20ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;

#### CONSIDÉRANT

- Que la candidature de Madame Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux élections municipales de la ville de Marseille qui se tiendront en mars 2020 est susceptible de la placer dans une situation de conflit d'intérêts au sens de la loi susvisée pendant la période préélectorale et électorale à raison des décisions prises par Métropole Aix-Marseille-Provence à l'égard de la ville de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019

- Qu'en application de l'article 5 du décret susvisé, il lui appartient d'organiser les conditions d'un déport pour que les attributions dévolues à la Présidente en la matière qui relèvent de ses pouvoirs propres ou d'une délégation de l'organe délibérant, soient exercées par un Vice-Président ou un Conseiller à qui sera donné délégation.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il est donné délégation à Monsieur Martial Alvarez de la Métropole Aix-Marseille-Provence , d'exercer les compétences de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, lorsqu'elles touchent à des décisions prises à l'égard de la ville de Marseille.

A cet effet, délégation est donnée à Monsieur Martial Alvarez, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour instruire, présenter et rapporter devant toutes commissions ou instances délibérantes les dossiers ainsi que pour signer les actes y afférent.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Martial Alvarez, l'ensemble de la délégation sera exercée par Monsieur Pascal Montécot.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'abstient de toute intervention dans l'instruction, le suivi et l'exécution de décisions relatives aux dossiers relevant des domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>.

### **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

# DÉCISIONS

## Décision n° 19/463/D

### **Désignation du lauréat du concours et attribution des primes dans le cadre du concours maîtrise d'œuvre sur Esquisse + pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres.**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment les articles 88, 89 et 90 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis d'appel public à la concurrence n°17-176287, relatif au concours de maîtrise d'œuvre sur Esquisse + pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres (13) ;
- Le procès-verbal du jury de concours du 27 mai 2019 comportant l'analyse anonyme des prestations des trois candidats et l'avis motivé du jury ;
- Les prestations des groupements :

Candidat n°1 : groupement Trace Architectes - SARL Boyer-Gibaud Percheron Assus - Togu Architecture - Bureau Etudes Techniques Pluridisciplinaire I.N.S.E. - Ingeplus Bets SARL - SARL Bernard Poissonnier Economiste - IQE Concept – Emmanuel guillemet - Gui Jourdan

Candidat n°2 : groupement Flint - Imago Architecture - Bet Vial Ingenieurs - H3C – Energies - Bet AD2I SARL Scop- Atelier Rouch - Agence Paysages

Candidat n°3 : groupement SAS Fontes Architecture - SARL Symetrie - SAS Stela (SAS Verdier au DC1) - SAS Betso - SARL Infrasud - Gui Jourdan

- Les offres des trois candidats.

### **CONSIDÉRANT**

- Les critères de jugement des prestations tels que définis au dossier de consultation.

### **DECIDE**

#### **Article 1** : jugement des prestations

- Examen des prestations du candidat n°1 : groupement Trace Architectes - SARL Boyer-Gibaud Percheron Assus - Togu Architecture - Bureau Etudes Techniques Pluridisciplinaire IN.S.E. - Ingeplus Bets SARL - SARL Bernard Poissonnier Economiste - IQE Concept – Emmanuel guillemet - Gui Jourdan

**1-1** - Qualité du parti architectural, de l'insertion urbaine du projet, qualité de la réponse à la démarche environnementale

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Qualité du parti architectural

#### **Conclusion sur le sous-critère 1**

Le projet du candidat 1 se démarque en proposant de marquer à la fois l'entrée du bâtiment et l'entrée de ville en se positionnant sur l'avenue Radolfzell et en organisant sa composition sur un axe ouest-est.

Néanmoins, ce choix nuit à l'organisation générale du projet en isolant le bâtiment du mail au nord et de la pinède au sud, et en ne traitant pas de séquences de composition perpendiculaires au mail.

Malgré un parti architectural affirmé, le projet ne respecte pas la logique architecturale du complexe dans lequel il s'insère.

- Sous-critère 2 : Qualité de l'insertion urbaine du projet

#### **Conclusion sur le sous-critère 2**

Le bâtiment est ainsi centré sur lui-même et ne dialogue pas – ou seulement par un linéaire de façade vitrée et l'implantation de trois arbres en symétrie de l'existant – avec son environnement direct que sont le CEC et la pinède.

Le choix d'un geste architectural se fait alors au détriment de la qualité globale, tant architecturale qu'en termes d'insertion urbaine, du projet.

L'architecture est trop unitaire et linéaire sur le mail mais il paraît possible de faire évoluer certaines caractéristiques de ce projet pour le rendre acceptable au regard de l'insertion attendue.

- Sous-critère 3 : Qualité de la réponse à la démarche environnementale

#### **Conclusion sur le sous-critère 3**

Un projet où la démarche environnementale est particulièrement bien traitée, développée et argumentée ; particulièrement sur les choix techniques. Le parti bioclimatique présente toutefois certaines difficultés notamment du fait de l'orientation des locaux, et des risques de surchauffe estivale.

## **1-2 - Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité et de surface**

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité

### Synthèse et recommandations sur le sous-critère 1

Le projet présente l'avantage principal de permettre un accès dissocié entre les espaces culturels (auditorium, salle d'exposition, cafeteria, artothèque) et les autres espaces (documentaires + salles d'activités).

Le projet présente l'inconvénient majeur de ne pas répartir les fonctionnalités de service sur les 2 niveaux (RDC et R+1). En conséquence, l'activité (de déambulation des publics et d'offre de services) se concentre en très grande partie sur le RDC. La concentration des collections sur un seul niveau crée un effet de silo documentaire, à l'image des bibliothèques académiques du XXème siècle, et les services innovants (Fab Lab) sont totalement isolés des flux de publics. La gestion de tri des documents est également à revoir.

- Sous-critère 2 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de surface

### Conclusion sur le sous-critère 2

Les surfaces minimales demandées au programme sont respectées.

Au total, le projet dispose de 211 m<sup>2</sup> supplémentaires en surface utile par rapport au programme. Ce projet a dans l'ensemble des surfaces similaires à celles demandées au programme, avec un léger surplus toutefois.

## **1-3 - Conséquences du projet en termes de coût de fonctionnement (entretien et maintenance) vis-à-vis de la démarche environnementale**

### Conclusion sur le critère 3

Les coûts liés aux consommations sont très raisonnables mais la maintenance et l'entretien des automatismes et de certains ouvrages seront non négligeables et difficiles à mettre en œuvre.

- Examen des prestations du candidat n°2 : groupement Flint - Imago Architecture - Bet Vial Ingenieurs - H3C – Energies - Bet AD2I SARL Scop- Atelier Rouch - Agence Paysages

## **2-1 - Qualité du parti architectural, de l'insertion urbaine du projet, qualité de la réponse à la démarche environnementale**

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Qualité du parti architectural

### Conclusion sur le sous-critère 1

En conclusion, la simplicité de cette proposition est son plus grand atout.

Elle est de plus la seule à valoriser la dimension temporelle de l'équipement, à la fois en termes d'accueil des publics, des pratiques quotidiennes tant que saisonnières et de l'évolution des usages et aménagements rendue possible du bâtiment dans une projection durable et pérenne.

- Sous-critère 2 : Qualité de l'insertion urbaine du projet

### Conclusion sur le sous-critère 2

Cette proposition est en cohérence avec le CEC et dans l'épure attendue : ouverture fonctionnelle sur le mail, fractionnement des volumes et expression de la modularité.

Le rez-de-chaussée est aligné sur le bâtiment voisin, ce qui permet une meilleure accroche sur l'existant.

- Sous-critère 3 : Qualité de la réponse à la démarche environnementale

#### Conclusion sur le sous-critère 3

Un projet simple dans sa structure et sa volumétrie, qui intègre les grands principes bioclimatiques architecturaux dans une optique de confort des usagers. Les choix techniques reposent essentiellement sur une maîtrise des déperditions énergétiques par l'enveloppe, sur l'utilisation de matériaux biosourcés pour leurs caractéristiques d'inertie et l'utilisation d'énergies renouvelables pour la production thermique.

### **2-2 - Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité et de surface**

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité

#### Synthèse et recommandations sur le sous-critère 1

Le projet présente l'avantage principal de favoriser une déambulation dans l'ensemble du bâtiment et non exclusivement en RDC. Il offre une liaison directe entre les espaces documentaires et le Fab Lab + salles d'activités. Il garantit une bonne gestion logistique du tri des documents

Le projet présente l'inconvénient majeur de limiter le RDC à l'espace des 0-6 ans alors que la commande exige un positionnement de Langues et Littérature jeunesse et adultes à ce même niveau, pour favoriser un équilibre dans la répartition des publics et des collections entre les deux niveaux. A l'inverse, l'espace presse doit être positionné en R+1, à l'entrée des espaces documentaires.

- Sous-critère 2 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de surface

#### Conclusion sur le sous-critère 2

Les surfaces minimales demandées au programme sont respectées.

Au total, le projet dispose de 105 m<sup>2</sup> supplémentaires en surface utile par rapport au programme. Ce projet a des surfaces très similaires à celles demandées au programme.

### **2-3 - Conséquences du projet en termes de coût de fonctionnement (entretien et maintenance) vis-à-vis de la démarche environnementale**

#### Conclusion sur le critère 3

Les consommations sont très raisonnables, la maintenance et l'entretien des ouvrages est simple.

- Examen des prestations du candidat n°3 : groupement SAS FONTES ARCHITECTURE - SARL SYMETRIE - SAS STELA (SAS VERDIER au DC1) - SAS BETSO - SARL INFRASUD - GUI JOURDAN:

### **3-1 - Qualité du parti architectural, de l'insertion urbaine du projet, qualité de la réponse à la démarche environnementale**

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Qualité du parti architectural



#### Conclusion sur le sous-critère 1

La proposition du candidat 3 fait figure d'« OVNI », tant vis-à-vis des attentes qu'au sein de l'environnement dans lequel il s'implante.

Le projet, tel que présenté, crée une rupture dans l'environnement plus que d'en fédérer les différents éléments clefs : le mail, la pinède et le bâti existant.

Sa présence sur le site est celle d'une œuvre plastique qui se veut délibérément originale. On pourrait qualifier le projet d'architecture de façade.

- Sous-critère 2 : Qualité de l'insertion urbaine du projet

#### Conclusion sur le sous-critère 2

L'aspect extérieur du bâtiment tel que décrit est en rupture totale avec son environnement.

La façade ne permet pas de faire le lien aux autres objets du CEC ni au mail.

Les jardins et l'aménagement d'assises en pierres couchées, sur le mail et un peu partout autour du bâtiment, n'ont que peu de traits communs avec le paysage naturel environnant, créant une sorte d'exotisme étranger à son environnement.

- Sous-critère 3 : Qualité de la réponse à la démarche environnementale

#### Conclusion sur le sous-critère 3

Un projet où la démarche environnementale manque de détails et ne semble pas être au cœur du parti organisationnel et architectural, ce qui entraîne un nombre très important de points faibles. Pas de réelle prise en compte des problématiques liées à l'inertie ou l'hygrothermie.

### **3-2 - Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité et de surface**

Sous-critères :

- Sous-critère 1 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité

#### Synthèse et recommandations sur le sous-critère 1

Le projet présente l'avantage principal de bien s'insérer dans l'environnement végétal. Il garantit une bonne gestion logistique du tri des documents

Le projet présente l'inconvénient majeur de fragmenter les espaces documentaires, ce qui porte préjudice à leur lisibilité, à leur modularité et à leur évolutivité. De surcroît, cette disposition « en peigne » est très consommatrice en personnel.

- Sous-critère 2 : Compatibilités du projet avec le programme en matière de surface

#### Conclusion sur le sous-critère 2

Les surfaces minimales demandées au programme sont respectées.

Au total, le projet dispose de 687 m<sup>2</sup> supplémentaires en surface utile par rapport au programme. Cette proposition est très consommatrice de surface, ce qui n'apparaît pas comme souhaitable, dans le cadre d'une bonne adéquation aux besoins.

### **3-3 - Conséquences du projet en termes de coût de fonctionnement (entretien et maintenance) vis-à-vis de la démarche environnementale**

#### Conclusion sur le critère 3

La conception d'ensemble induira des coûts d'entretien importants. Les estimations de consommations ne sont pas fournies.

De ces conclusions résultent les tableaux de notation et de classement suivant :

	Candidat n°1 TRACE ARCHITECTE		Candidat n°2 FLINT		Candidat n°3 SAS FONTES ARCHITECTURE	
	Appréciation	Note pondérée	Appréciation	Note pondérée	Appréciation	Note pondérée
Critère 1 - Qualité du parti architectural, de l'insertion urbaine du projet, qualité de la réponse à la démarche environnementale - 40 %						
Sous-critère 1: parti architectural - 40%	4	1,6	5	2	3	1,2
Sous critère 2: insertion urbaine - 30%	4	1,2	5	1,5	2	0,6
Sous-critère 3: démarche environnementale - 30%	5	1,5	5	1,5	2	0,6
Total critère 1		1,72		2		0,96
Critère 2 - Compatibilités du projet avec le programme en matière de fonctionnalité et de surface - 40 %						
Sous-critère 1: fonctionnalité - 60%	4	2,4	4	2,4	2	1,2
Sous-critère 2: surface - 40%	4	1,6	5	2	1	0,4
Total critère 2		1,6		1,76		0,64
Critère 3 - Conséquences du projet en termes de coût de fonctionnement (entretien et maintenance) vis-à-vis de la démarche environnementale - 20%						
	4	0,8	4	0,8	2	0,4
Total – Note Valeur Technique pondérée (NVTp)		4,12		4,56		2

	NVTp	Note corrigée	Classement
Candidat n°1 : groupement Trace Architectes - SARL Boyer-Gibaud Percheron Assus - Togu Architecture - Bureau Etudes Techniques Pluridisciplinaire IN.S.E. - Ingeplus Bets SARL - SARL Bernard Poissonnier Economiste - IQE Concept – Emmanuel guillemet - Gui Jourdan	4,12	5,4	2ème
Candidat n°2 : groupement Flint - Imago Architecture - Bet Vial Ingenieurs - H3C – Energies - Bet AD2I SARL Scop-Atelier Rouch - Agence Paysages	4,56	6,0	1er
Candidat n°3 : SAS SAS Fontes Architecture - SARL Symetrie - SAS Stela (SAS Verdier au DC1) - SAS Betso - SARL Infrasud - Gui Jourdan	2	2,6	3ème

**Article 2 :** Choix du Lauréat

Est désigné lauréat du concours de maîtrise d'œuvre sur Esquisse + pour l'opération de construction de la médiathèque intercommunale à Istres (13) le groupement Flint - Imago Architecture - Bet Vial Ingenieurs - H3C – Energies - Bet AD2I SARL Scop- Atelier Rouch - Agence Paysages

**Article 3 :** Attribution des primes

La prime de 82 200 euros TTC est allouée à chacun des candidats.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2019

**MARTINE VASSAL**

## Décision n° 19/502/D

### **Avenant numero 3 au bail 12-1352 concernant la résiliation partielle de surfaces à la Tour la Marseillaise**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 18/352/D du 9 juillet 2018 concernant l'avenant n°1 au bail initial ;
- La décision 19/393/D du 4 juillet 2019 concernant l'avenant n°2 au bail initial.

#### **PREAMBULE**

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail le 16 novembre 2012 des bureaux en état futur d'achèvement dans la Tour « La Marseillaise », détenus par la SAS Suède ;

Par avenant n°1, la Métropole a pris acte du changement de propriétaire, désormais la SCI Tour LM. Par avenant n°2, l'installation de badgeuses a été acceptée par le propriétaire ;

Le bailleur et le preneur se sont rapprochés afin de sortir du bail initial les surfaces du rez-de-chaussée « Showroom », inutilisées par la Métropole ;

De plus, il s'agit de prendre en compte les nouvelles surfaces suite au remesurage effectué.

- La surface sortie du bail initial est de 113,40 m<sup>2</sup>, les surfaces occupées par la Métropole sont donc de 218,18 m<sup>2</sup> pour les archives et 16 229,77 m<sup>2</sup> pour les bureaux.
- Les conditions financières sont modifiées comme suit :
  - Loyer annuel : 4.952.070 euros hors taxes et hors charges
  - Provisions pour charges annuelles : 1.427.826,80 euros hors taxes

L'avenant prend effet au 31 aout 2019.

Enfin, les décisions 19/467 et 19/468 sont annulées et remplacées par la présente.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer un avenant n°3 avec la SCI Tour LM pour prendre en compte les changements ci-dessus énoncés à savoir les nouvelles surfaces et la sortie du bail de l'espace « showroom » situé au rez-de-chaussée, entraînant une modification des conditions financières.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

De signer un avenant n°3 au bail civil 12/1352 du 16 novembre 2012.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2019

**Martine VASSAL**

---

**AVENANT N°3 AU BAIL CIVIL EN DATE DU**

**16 NOVEMBRE 2012**

**RESILIATION ANTICIPEE PARTIELLE**

---

**entre**

**La société SCI TOUR LM**

**Et**

**La METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE**

**CET AVENANT N°3 AU BAIL EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2012 EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNES :**

1. La Société dénommée "**SCI TOUR LM**", Société Civile Immobilière, au capital de trente-deux millions quatre cent mille euros (32.400.000,00 €), dont le siège est à Marseille, Bouches-du-Rhône, (13002), 2 bis Boulevard Euroméditerranée Tour la Marseillaise Quai d'Arenc, identifiée au Répertoire National des Entreprises sous le numéro SIREN 808 170 005 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille,

Représentée par son gérant, **Swiss Life Asset Managers France** (anciennement dénommée Swiss Life REIM (France)), société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 671.167 € identifiée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 499 320 059, dûment agréée par l'Autorité des marchés financiers en tant que société de gestion de portefeuille régie par les articles L. 532-9 et suivants du code monétaire et financier sous le numéro GP-07000055, ayant son siège social sis Tour la Marseillaise - 2 bis, boulevard Euroméditerranée quai d'Arenc -13002 Marseille, et un établissement secondaire sis 153 rue Saint Honoré, 75001 Paris, titulaire de la carte professionnelle « Gestion Immobilière G et Transactions immobilières T » n° CPI 1310 2017 000 018 195 délivrée par la CCI de Marseille-Provence le 11 avril 2017 et bénéficiaire d'une garantie financière accordée par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions, 16 rue Hoche, Tour Kupka B TSA39999, 92919 la Défense Cedex,

Elle-même représentée conjointement par :

Monsieur Loïc LONCHAMPT, domicilié professionnellement à Marseille (13002), 2 bis Boulevard Euroméditerranée Tour la Marseillaise Quai d'Arenc ; et

Monsieur Grégory ELISCI, domicilié professionnellement à Marseille (13002), 2 bis Boulevard Euroméditerranée Tour la Marseillaise Quai d'Arenc.

ci-après désignée le "**Bailleur**",

**ET**

La **METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE** dont le siège social est situé à Marseille (13007), 58 Boulevard Charles Livon, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 200 054 807, représentée par Monsieur Pascal MONTECOT, 7ème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, dûment habilité en vertu d'un arrêté numéro 18/270/Cm en date du 31 octobre 2018, ci-après désignés ensemble "***Preneur***",

Le Bailleur et le Preneur étant ci-après désignés ensemble les "**Parties**".

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

(A) Par acte en date du 16 novembre 2012, le Bailleur a consenti un bail civil à la société COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE devenue la METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE, pour les locaux désignés ci-après au sein de la Tour La Marseillaise sise 2 bis Boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc, 13002 Marseille (le « **Bail** ») :

- Bureaux : 15 912 m<sup>2</sup> SUBL du R+4 au R+15 ;
- Archives : 215 m<sup>2</sup> SUBL au R-1 ;
- Commerces/showroom : 101 m<sup>2</sup> SUBL au rez-de-chaussée.

Ce Bail a fait l'objet d'un premier avenant (l'« **Avenant n°1** ») en date du 22 juin 2018 afin de constater la substitution de Bailleur de la SAS SUEDE à la SCI TOUR LM.

Puis d'un second avenant (l'« **Avenant n°2** ») en date du 20 juin 2019 afin d'autoriser l'installation des badgeuses privatives au sein des parties communes de l'immeuble.

(B) A l'article 1.2 Mesurage du Bail, il est prévu que le Bailleur remettra au Preneur dès la mise à disposition des locaux un mesurage de la surface utile brute locative (« SUBL ») des Locaux Loués réalisé par un géomètre-expert à la livraison et que, dans l'hypothèse où la SUBL s'avérerait supérieure ou inférieure de plus de 5% à la SUBL, il sera procédé à un ajustement du loyer de base dans les conditions définies à l'article 4.1.2 du Bail, apprécié destination par destination.

Par courrier en date du 31 octobre 2018, le Bailleur a communiqué au Preneur les nouvelles surfaces utiles brutes locatives de l'Immeuble et des Locaux Loués, telles que mesurées à la livraison par le géomètre désigné au Bail.

Ces nouveaux mesurages entraînent d'une part une mise à jour de la désignation des Locaux Loués et d'autre part une actualisation des tantièmes de répartition de charges.

Les Parties ont constaté une variation de plus de 5% de la SUBL en ce qui concerne uniquement les locaux à destination de commerce showroom dont la surface est réévaluée de 101 à 113,40 m<sup>2</sup> SUBL. Le loyer de base des locaux à destination de showroom doit donc être réajusté à partir de la nouvelle surface mesurée, conformément à l'article 1.2 du Bail.

(C) Par ailleurs, les Parties se sont rapprochées afin de résilier partiellement le Bail portant sur les surfaces de showroom non utilisées par le Preneur.

(D) Les Parties se sont donc rapprochées aux fins de conclure le présent Avenant (l'« **Avenant n°3** »).



## EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

### DEFINITIONS

Les termes commençant par une majuscule utilisée dans l'Avenant n°3, en ce compris son préambule, ont le sens qui leur est donné dans le Bail, à moins qu'ils soient autrement définis dans l'Avenant n°3.

### DESIGNATION

Les premiers paragraphes de l'Article 1.1 du Bail sont annulés et remplacés comme suit :

A compter du 31/07/2018 jusqu'au 31/08/2019 :

*« Sous réserve de la réalisation de la condition suspensive prévue à l'article 1.4 ci-après, le Bailleur donne à bail au Preneur, qui accepte, les locaux à construire ci-après désignés, situés dans l'Immeuble :*

- *12 plateaux de bureaux de R+4 au R+15, d'une surface totale de 16.229,77 m<sup>2</sup>, incluant un espace de réception au R+4 ;*
- *Locaux d'archives situés au R-1 d'une surface de 218.18 m<sup>2</sup> ; et*
- *Locaux à usage de showroom situés au rez-de-chaussée d'une superficie de 113.40 m<sup>2</sup>. [...]* »

A compter du 01/09/2019 (après la résiliation partielle à effet du 31/08/2019 prévue par l'Article 6 des présentes) :

*« Sous réserve de la réalisation de la condition suspensive prévue à l'article 1.4 ci-après, le Bailleur donne à bail au Preneur, qui accepte, les locaux à construire ci-après désignés, situés dans l'Immeuble :*

- *12 plateaux de bureaux de R+4 au R+15, d'une surface totale de 16.229,77 m<sup>2</sup>, incluant un espace de réception au R+4 ;*
- *Locaux d'archives situés au R-1 d'une surface de 218.18 m<sup>2</sup> ».*

### TABEAU DE SURFACES ET DE REPARTITION DES CHARGES

L'Annexe 2 du Bail dénommée Tableau des surfaces est remplacée par l'**Annexe 1** au présent avenant relatif aux :

- Surfaces et nouveaux tantièmes de répartition de charges applicables rétroactivement à compter du 31/07/2018 jusqu'au 31/08/2019 ;
- Surfaces et nouveaux tantièmes de répartition de charges applicables à compter du 01/09/2019, après la résiliation partielle à effet du 31/08/2019 prévue par l'Article 6 des présentes.

## MONTANT DU LOYER

Les premiers paragraphes de l'Article 4.1.1 du Bail sont annulés et remplacés par ce qui suit :

A compter du 31/07/2018 jusqu'au 31/08/2019 :

*« Le présent bail est consenti et accepté en contrepartie du versement des montants suivants, (ci-après ensemble dénommées « le Loyer ») :*

*a) Un loyer de base annuel hors taxes et hors charges de 5.019.840,11 euros décomposé comme suit :*

- Bureaux : 4.932.720,00 euros*
- Archives : 19.350,00 euros*
- Commerces : 67.770,11 euros*

*[...] ».*

A compter du 01/09/2019 (après la résiliation partielle à effet du 31/08/2019 prévue par l'Article 6 des présentes) :

*« Le présent bail est consenti et accepté en contrepartie du versement des montants suivants, (ci-après ensemble dénommées « le Loyer ») :*

*b) Un loyer de base annuel hors taxes et hors charges de 4.952.070,00 euros décomposé comme suit :*

- Bureaux : 4.932.720,00 euros*
- Archives : 19.350,00 euros*

*[...] ».*

## MONTANT PREVISIONNEL DE CHARGES

A compter du 01/09/2019, le montant prévisionnel des charges courantes annuelles est estimé à 1.427.826,80 euros hors taxes.

## RESILIATION PARTIELLE

Les Parties conviennent que les locaux loués à usage de showroom situés au rez-de-chaussée d'une superficie de 113,40m<sup>2</sup> seront résiliés au 31 août 2019 (la « **Date de Résiliation** »).

Le Preneur sera redevable à la date de signature des présentes de la somme de 2.797,51 € TTC (deux mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et cinquante-et-un centimes), conformément au décompte en **Annexe 2**.

Le Preneur s'engage à régler ultérieurement sur présentation de facture la reddition de charges et de la taxe foncière portant sur les locaux résiliés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 août 2019.

## **ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent Avenant n°3 entre en vigueur rétroactivement à la date de prise d'effet du Bail hormis en ce qui concerne la résiliation partielle du Bail fixée au 31 août 2019.

## **AUTRES STIPULATIONS DU BAIL**

Toutes les stipulations du Bail non expressément modifiées par l'Avenant n°3 sont inchangées.

Fait à Marseille, en deux (2) exemplaires originaux :

**SCI TOUR LM**

.....

**METROPOLE AIX-MARSEILLE  
PROVENCE**

.....

# ANNEXE 1 TABLEAU DE SURFACES ET DE TANTIEMES

DU 31/07/2018 AU 31/08/2019

Surface utile brute locative des Locaux Loués			
ETAGE	TYPOLOGIE	PRENEURS	SUBL REALISATION Post-livraison m²
R-1	Archives	AMPM	218,18
RDC	Commerce	AMPM	113,40
R+4	Bureau	AMPM	1 347,65
R+5	Bureau	AMPM	1 345,03
R+6	Bureau	AMPM	1 353,85
R+7	Bureau	AMPM	1 353,75
R+8	Bureau	AMPM	1 353,75
R+9	Bureau	AMPM	1 353,22
R+10	Bureau	AMPM	1 353,85
R+11	Bureau	AMPM	1 353,56
R+12	Bureau	AMPM	1 353,96
R+13	Bureau	AMPM	1 353,55
R+14	Bureau	AMPM	1 353,85
R+15	Bureau	AMPM	1 353,75
		<b>TOTAL AMPM</b>	<b>16 561,35</b>

archives AMFM	218,18
commerces AMPM	113,40
bureaux AMPM	16 229,77
<b>Total Locaux Loués</b>	<b>16 561,35</b>
<b>Total Immeuble</b>	<b>37 667,00</b>

Nouvelles quote-part de charges			
	Tantièmes individuels		Base tantième
Charges communes générales et honoraires	16 388,60	/	35 600,60
Charges communes spéciales :	16 232,00	/	35 206,00
Charges FIE :	16 232,00	/	32 625,00

Surface utile brute locative des Locaux Loués			
ETAGE	TYPOLOGIE	PRENEURS	SUBL REALISATION Post-livraison m²
R-1	Archives	AMPM	218,18
R+4	Bureau	AMPM	1 347,65
R+5	Bureau	AMPM	1 345,03
R+6	Bureau	AMPM	1 353,85
R+7	Bureau	AMPM	1 353,75
R+8	Bureau	AMPM	1 353,75
R+9	Bureau	AMPM	1 353,22
R+10	Bureau	AMPM	1 353,85
R+11	Bureau	AMPM	1 353,56
R+12	Bureau	AMPM	1 353,96
R+13	Bureau	AMPM	1 353,55
R+14	Bureau	AMPM	1 353,85
R+15	Bureau	AMPM	1 353,75
		<b>TOTAL AMPM</b>	<b>16 447,95</b>

archives AMPM	218,18
bureaux AMPM	16 229,77
<b>Total Locaux Loués</b>	<b>16 447,95</b>
<b>Total Immeuble</b>	<b>37 667,00</b>

Nouvelles quote-part de charges			
	Tantièmes individuels		Base tantième
Charges communes générales et honoraires :	16 275,60	/	35 600,60
Charges communes spéciales :	16 232,00	/	35 206,00
Charges RIE :	16 232,00	/	32 625,00

## ANNEXE 2 DECOMPTE PROVISOIRE DE SORTIE

SGT OURLIN  
 GIC CONSTRUCTA ASSET MANAGEMENT  
 TOUR LA MARSEILLAISE  
 2 BIS BOULEVARD EUROMEDITERRANEE QUAI D'ARENC  
 13002 Marseille

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE  
 BP 40014  
 13567 MARSEILLE CEDEX 02

Référence immeuble  
 TOUR LA MASELLAISE  
 2 bis Boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc  
 13002 MARSEILLE  
Résiliation : 31/08/2019

DECOMPTE GENERAL ET PROVISOIRE DE SORTIE	Pro rata	TOTAL € HT	TOTAL TVA	TOTAL € TTC
Solde à payer : Complément de loyer showroom commerce 01/07/2019 au 30/06/2019		6 806,03 €	1 361,22 €	8 167,25 €
Solde à payer : Complément de loyer showroom commerce 01/07/2019 au 30/09/2019		1 852,53 €	370,51 €	2 223,04 €
Avoir sur loyers showroom du 01/09/2019 au 30/09/2019	-	5 524,74 €	- 1 104,95 €	- 6 629,69 €
Avoir sur charges showroom du 01/09/2019 au 30/09/2019	-	802,57 €	- 160,52 €	- 963,09 €
Exbursé dépôt de garantie		- €	- €	- €
<i>Le preneur restera redevable de la taxe foncière et de la redistribution de charges de l'année en cours au 01/01/2019 au 31/08/2019</i>				
<b>TOTAL</b>		<b>2 331,25 €</b>	<b>466,26 €</b>	<b>2 797,51 €</b>

## Décision n° 19/541/D

**Mise à disposition du parking des plages pour le vide - greniers du CIQ Saint Giniez Prado, 125 rue du commandant Rolland 13008 Marseille pour le dimanche 15 Septembre 2019 de 6 heures à 18 heures dans le cadre du contrat de DSP 15/1623**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25/09/2015.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivants :
  - emplacements du parking Palm Beach P1 Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille ;

- emplacements du parking Palm Beach P1 Bis Plages – Promenade Georges Pompidou, 13008 Marseille,

- Que ces biens sont gérés, dans le cadre d'une convention de délégation de service public par la société Effia Stationnement ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;
- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Robert Lesueur, Vice-président du CIQ Saint Giniez Prado a informé la Métropole de la volonté d'occuper les biens précités et l'a sollicitée le 12 Aout 2019 afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre du vide grenier du 15 septembre 2019.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre du vide grenier du 15 septembre 2019, qui accueillera un nombre important de personnes. Ce vide grenier s'inscrit dans le cadre d'une manifestation conduite à but non lucratif, par le CIQ Saint Giniez.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée pour le dimanche 15 septembre 2019 de 6 heures à 18 heures. Elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2019**



**Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

**Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2019**

## Décision n° 19/546/D

### Mise à jour du programme Euro Medium Term Notes de la Métropole

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/320/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de service du 24 juin 2019 proposée par la Banque HSBC France, pour assurer la mise à jour du programme EMTN.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est désignée la banque HSBC France pour la mise à jour du programme EMTN (Euro Medium Term Notes) de la Métropole pour les années 2019, 2020 et 2021.

### **Article 2**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Principal de la Métropole au chapitre 011 et nature 6228.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2019 : 42 000 euros

Année 2020 : 42 000 euros

Année 2021 : 42 000 euros

### **Article 3**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2019**

## Décision n° 19/547/D

### Décision d'un emprunt de 200 millions auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement pluriannuel du projet de renouvellement du métro de Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- La délibération n° DTUP 001-146/11/CC du Conseil Communautaire du 28 mars 2011 d'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour le renouvellement des systèmes de pilotage automatique et d'informations géographiques embarqués ;
- La délibération n° DTUP 002-631/13/CC du Conseil Communautaire du 31 octobre 2013 d'approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération de renouvellement des rames de métro - Etudes et assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération n° DTUP 004-633/13/CC du Conseil Communautaire du 31 octobre 2013 d'approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux prestations de maîtrise d'œuvre de l'opération de renouvellement des rames de métro ;

- La délibération n° DTM 007-1323/15/CC du Conseil Communautaire du 25 septembre 2015 d'Approbation de la création et de l'affectation de l'opération "Renouvellement des rames du métro et travaux connexes" ;
- La délibération n° FAG 035-2006/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire pour l'année 2019 du budget annexe « Transports métropolitains » ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/320/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 20 mai 2019 proposée par la Banque Européenne d'Investissement, pour assurer le financement pluriannuel du projet de renouvellement du métro de Marseille, dit Néomma.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est signé le contrat de financement avec la Banque Européenne d'Investissement dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

<b>Objet</b>	<b>Financement du projet NEOMMA</b>
Montant du prêt	200 000 000 €  A la demande de l'emprunteur les versements se feront pour des montants de 10 M€ minimum et en 10 tranches maximum.
<b><u>Phase de mobilisation :</u></b>  Début  Fin	Date de la signature du contrat  5 ans
Commission de non utilisation	Sans objet

<b><u>Phase de consolidation</u></b>	25 ans maximum
Périodicité	Déterminée à chaque tirage de tranche trimestriellement, semestriellement ou annuellement
Taux d'intérêt	Déterminé à chaque tirage de tranche
Mode d'amortissement	Déterminé à chaque tirage de tranche

Base de calcul	30/360 pour un taux fixe Exact/360 pour les taux variables
Remboursement anticipé	L'emprunteur peut demander un remboursement anticipé moyennant le paiement des intérêts courus et des indemnités calculées, s'il y en a, par la Banque et avec un préavis d'au moins 30 jours calendaires.
Commissions d'engagement	néant

**Article 2 :**

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 200 000 000 euros au financement des investissements du projet de renouvellement du métro de Marseille, dit NEOMMA et selon le périmètre du projet retenu par la BEI. Ces fonds sont donc exclusivement dédiés au Budget annexe « Transports Métropolitains » de la Métropole.

**Article 3 :**

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Provence-Marseille, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2019

## Décision n° 19/549/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé au 29 rue Francis de Pressensé, à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 A 088 appartenant à la SARL Dominicaines.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0356 reçue en mairie de Marseille le 31 juillet 2019 portant aliénation des lots n°9,11,13 et 14 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 A 088 sise 29 Rue Francis de Pressensé Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SARL Dominicaines.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n° des lots n°9,11,13 et 14 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 A 088 sise 29 Rue Francis de Pressensé Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SARL Dominicaines.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Septembre 2019**



## Décision n° 19/552/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un immeuble situé au 22 La Canebière, Marseille 1er arrondissement cadastré 804 B 0004 appartenant à Monsieur et Madame Galinier-Warrain Thierry et Estelle**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville» n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA 013201 19 M0324 reçue en mairie de Marseille le 15 juillet 2019 portant aliénation sous la forme d'un apport foncier, du bien cadastré section 804 B 0004 sise 22 La Canebière Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Galinier-Warrain Thierry et Estelle.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition portant sur les 20% indivis du bien cadastré section 804 B 0004 sise 22 La Canebière Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Galinier-Warrain Thierry et Estelle.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Septembre 2019

## Décision n° 19/553/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un immeuble situé au 22 La Canebière à Marseille 1er arrondissement cadastré 804 B 0004 appartenant à Monsieur et Madame Gallinier-Warrain Thierry et Estelle**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville» n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA 013 201 19 M0323, reçue en mairie de Marseille le 15/07/2019, portant aliénation du bien cadastré section 804 B 0004 sise 22 LA Canebière Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Gallinier-Warrain Thierry et Estelle.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition portant sur les 80% indivis du bien cadastré section 804 B 0004 sise 22 La Canebière Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Gallinier-Warrain Thierry et Estelle.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/554/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un immeuble situé au 127 Rue d'Aubagne à Marseille 6ème arrondissement cadastré 825 A 225 appartenant à Monsieur Condoret Gérard**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA 013 206 19 M0239 reçue en mairie de Marseille le 29 juillet 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 825 A 225 0004 sise 127, Rue d'Aubagne Marseille 6ème arrondissement appartenant à Monsieur Condoret Gérard.

## **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 825 A 225 0004 sise 127, Rue d'Aubagne Marseille 6eme arrondissement appartenant à Monsieur Condoret Gérard.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition à titre onéreux de locaux au bénéfice de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'autorisation d'occupation temporaire n°2006/SGF/242 du 17 mars 2007 consentie par GPMM concernant des bureaux situés à l'Hôtel Portuaire sis 10 rue Ingénieur Gourret à Port Saint Louis du Rhône.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est locataire des bureaux précités ;
- Que la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence, située à la Capitainerie - Quai des commandants Favier à Port-Saint-Louis-du-Rhône, a exprimé le besoin de locaux supplémentaires ;
- Que par décision modificative n° 4 du 4 janvier 2016 à l' AOT 2006/SGF/242, la Métropole locataire est autorisée par le propriétaire à sous-louer les locaux dont elle dispose ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à une mise à disposition d'un des bureaux de l'Hôtel Portuaire de Port-Saint-Louis-du-Rhône au bénéfice de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu de conclure une convention d'occupation précaire et révocable au profit de la SPL.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'occupation temporaire à titre précaire et révocable au bénéfice de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence, pour occuper un bureau sis 10 rue Ingénieur Gourret à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

### **Article 2 :**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

### **Article 3 :**

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation annuelle nette et révisable, d'un montant de 1440 euros.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE**

**Entre :**

**La Métropole Aix-Marseille-Provence**, représentée par Madame Martine VASSAL, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° ..... en date du .....2019,

Ci-après dénommé "LA METROPOLE"

D'une part,

**Et :**

**La SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence**, dont le siège est situé Capitainerie – Quai des commandants Favier, 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, inscrite au répertoire d'identification des entreprises sous le numéro 815 152 681, représentée par son Directeur, Monsieur Patrice PICON, dûment habilité aux fins de signature des présentes,

ci-après dénommée «L'OCCUPANT»

D'autre part,

**PRÉAMBULE**

Le SAN Ouest-Provence est locataire de bureaux à l'Hôtel Portuaire sis 10 rue Ingénieur Gourret à Port-Saint-Louis-du-Rhône autorisée par décision du Grand Port Maritime de Marseille, le propriétaire, suivant l'autorisation d'occupation temporaire n° 2006/SGF/242 du 19/03/2007.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, depuis le 1er janvier 2016, à l'EPCI SAN Ouest Provence et que, par application combinée des articles L. 5218-1, L. 5217-4 et L. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ensemble des droits et obligations de l'EPCI SAN Ouest Provence a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence a exprimé le besoin de locaux supplémentaires à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorisée par une décision modificative n° 4 à l'AOT n°2006/SGF/242 du 4/01/16 du propriétaire à sous-louer, est favorable à une mise à disposition d'un espace bureau au bénéfice de la SPL Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence.

Il convient alors de formaliser cette mise à disposition par une convention.

**CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : DESTINATION DES LIEUX – JOUISSANCE**

LA METROPOLE concède, sous la forme d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable à l'occupant qui l'accepte, l'occupation des immeubles désignés et décrits ci-après à l'article 2 pour un usage administratif.

L'OCCUPANT reconnaît expressément que la présente convention, consentie à titre précaire et révocable, ne lui confère aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits et avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial. Par conséquent, il ne saurait se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable aux baux commerciaux régie par les dispositions du décret du 30 septembre 1953.

**ARTICLE 2 : DESIGNATION DES LIEUX**

Les locaux mis à disposition par la présente convention sont composés de 1 bureau, pour une surface totale d'environ 10 mètres carrés (cf. zone hachurée sur plan annexé).

**ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX**

L'OCCUPANT déclare bien connaître les lieux mis à disposition pour les avoir visités. Il déclare également que LA METROPOLE lui a remis, lors de la signature de la présente convention, un état des lieux établi dans les conditions définies ci-dessous :

- Un état des lieux contradictoire établi lors de la remise des clés à L'OCCUPANT.
- Au terme de la convention, lors de la restitution des clés par l'OCCUPANT, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec LA METROPOLE huit jours à l'avance, à des heures ouvrables.

L'OCCUPANT s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques de L'OCCUPANT.

**Reçu au Contrôle de légalité le 08 octobre 2019**

#### **ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION**

Le montant global de la redevance d'occupation annuelle à la prise d'effet de la convention est de 1440 euros net (soit 12 € m²/mois).

La redevance est payable annuellement et d'avance à la date anniversaire de la convention, à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le loyer fixé ci-dessus sera révisé automatiquement chaque année à la date anniversaire du contrat en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE. L'indice de référence est celui du 2ème trimestre 2019 (.....).

L'indice à prendre en compte lors de chaque révision sera celui du même trimestre de chaque année.

Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée d'un an reconductible tacitement dans la limite de deux périodes.

La présente convention pourra être dénoncée par les parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de six mois.

#### **ARTICLE 6 : ASSURANCE**

L'OCCUPANT s'engage à s'assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant : incendie, dégât des eaux, ... et en justifier à LA METROPOLE en lui transmettant, dès son entrée dans les lieux, l'attestation émise par son assureur ou son représentant.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATION DES PARTIES**

LA METROPOLE est tenue des obligations suivantes :

- de délivrer à l'occupant les locaux en bon état d'usage et de réparations ainsi que les équipements mentionnés à la convention en bon état de fonctionnement,
- d'entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par la convention et d'y faire toutes les réparations, autres que celles à la charge de l'occupant, nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués,
- de ne pas s'opposer aux aménagements réalisés par l'occupant, dès lors que ceux-ci ne constituent pas une transformation de la chose louée.

de prendre à son compte les charges d'électricité afférents à l'utilisation des locaux consenties par convention du propriétaire

L'OCCUPANT est tenu des obligations suivantes :

- de payer la redevance d'occupation aux termes convenus,
- de souscrire une ou des polices d'assurances couvrant les risques locatifs,
- d'user paisiblement des locaux loués suivant la destination qui leur a été donnée par la présente convention,
- de répondre des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute de LA METROPOLE ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les lieux,
- de prendre à sa charge l'entretien courant des locaux, des équipements mentionnés au contrat et à l'état des lieux, ainsi que les menues réparations et l'ensemble des réparations à sa charge définies par le décret n° 87-712 du 26 août 1987, sauf si celles-ci résultent de la vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure,
- de laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration ou nécessaires au maintien en état de l'immeuble ; les dispositions de l'article 1724 du code civil sont applicables à ces travaux,
- de ne pas transformer les locaux loués ou leurs équipements sans l'accord écrit de LA METROPOLE ; à défaut de cet accord, LA METROPOLE serait fondée à exiger de l'occupant la remise en état des lieux à son départ ou de conserver à son bénéfice les transformations effectuées sans que l'occupant puisse réclamer une indemnisation pour les frais engagés. LA METROPOLE se réserve la faculté d'exiger la remise en état immédiate des lieux aux frais de l'occupant lorsque les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux loués.

#### **ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE**

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae. L'OCCUPANT ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### **ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE**

En cas d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat et après une simple sommation d'exécution demeurée sans effet, ladite convention sera résiliée immédiatement et de plein droit, sans formalité judiciaire par LA METROPOLE, et sans que cette dernière ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

#### **ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Tous différends relatifs à l'exécution de la présente autorisation seront soumis à la juridiction du tribunal de Grande Instance dont le siège est situé à Marseille.

#### **ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE**

Les parties signataires des présentes font élection de domicile aux adresses mentionnées en en-tête des présentes.

#### **ARTICLE 12 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Fait à Marseille, le

en 2 exemplaires originaux.

**Le Directeur de la SPL Nautisme**

**La Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence**

**Monsieur Patrice PICON**

**Madame Martine VASSAL**

**Liste des annexes :**

- décision n° ..... du ..... autorisant la présente convention
- état des lieux
- plan des locaux

**Décision n° 19/557/D**

**Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

**CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019**

- Que l'entreprise Solable, dont l'activité est de concevoir des solutions écologiques à très bas coût incluant des énergies renouvelables, pour le chauffage du logement et l'eau chaude sanitaire est déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois et qui souhaite augmenter la surface de ses locaux ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications par un avenant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'avenant avec l'entreprise :

- Solable : Augmentation de surface de 12,56m<sup>2</sup> à la pépinière CleanTech à compter du 19 août 2019 par convention de services et d'occupation précaire jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2020.  
Recette : 1375 euros HT/HC/an.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019

## Décision n° 19/558/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Gréasque pour l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de 145 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AT n° 222 sise 1 avenue Ferdinand Arnaud 13850 Gréasque**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Gréasque du 12 avril 2017 actualisant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19A0066 reçue en mairie de Gréasque le 22 août 2019 portant aliénation d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de 145 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AT n° 222 sise 1 avenue Ferdinand Arnaud 13850 Gréasque.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Gréasque pour l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de 145 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AT 222 sise 1 avenue Ferdinand Arnaud 13850 Gréasque.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Septembre 2019

## Décision n° 19/559/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur d'un immeuble situé au 26, allée Léon Gambetta à Marseille 1er arrondissement cadastré 802 C 170 et 171 appartenant à la SCI Performace Provence Méditerranée**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-ville » n°17/0196 du 13 mars 2017 ;



- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0345 reçue en mairie de Marseille le 26 juillet 2019 portant aliénation du bien cadastré 802 C 170 et 171 sis 26, allée Léon Gambetta, Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI Performance Provence Méditerranée.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur pour l'acquisition d'un bien cadastré 802 C 170 et 171 d'une contenance de 152m<sup>2</sup> et 221m<sup>2</sup>, située au 26, allée Léon Gambetta Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI Performance Provence Méditerranée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/560/D

**Mise à disposition gratuite du parking du Bestouan à Cassis, exploité par la Société Effia Stationnement Cassis dans le cadre de la DSP 14-026, occupation temporaire qui se déroulera le 6 octobre 2019 pour l'organisation du "MC Swim Challenge".**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Cassis approuvé par délibération n° DTUP 001-047/14/CC du 21 février 2014 ;

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivant :
  - parking en enclos du Bestouan sis à Cassis ;
- Que ce bien est géré, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°14/026 par la société Effia Stationnement Cassis ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019

- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Grégory Caïazzo, Directeur de l'Ecole de Sauvetage Côtier Méditerranéenne, Co-Organisateur du MC Swim Challenge, a informé la Métropole par courrier du 8 août 2019, de sa volonté d'occuper le parc en enclos « du Bestouan » et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation du «MC Swim Challenge » course de nage en eau libre entre Marseille et Cassis qui se déroulera le 6 octobre 2019 à 8 heures à 19 heures ;
- Que cette manifestation s'inscrit dans un projet caritatif visant à récolter des fonds pour les associations qui œuvrent au quotidien contre le cancer des enfants hospitalisés à la Timone.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, par l'association dans le cadre de l'organisation « MC Swim Challenge » qui se déroulera du 6 octobre 2019 à 8 heures à 19 heures, des biens relevant du domaine public de la Métropole suivant :

- Parking du Bestouan sis à Cassis

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée pour le dimanche 6 octobre 2019 à 8 heures à 19 heures. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole et au délégataire Effia Stationnement Cassis, dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

**Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

**Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Convention d'occupation temporaire de l'exploitation**  
**des parcs en enclos BESTOUAN – Cassis -**  
**pour l'organisation du « MC Swim Challenge » du 06 Octobre 2019**

Entre les soussignés,

**La Métropole d'Aix-Marseille-Provence**, dont le siège est situé au 58 boulevard Charles Livon, Le Pharo, 13007 MARSEILLE, représentée par Madame Martine VASSAL, sa Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018.

Ci-après dénommée la « **Métropole** »

D'une part,

**Et**

**Le Directeur de l'Ecole de Sauvetage Côtier Méditerranéenne représenté par Monsieur Grégory CAÏAZZO.**

D'autre part.

Vu

- Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général Propriété des Personnes
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La demande en date du 08 Aout 2019 formulée par Monsieur Grégory CAÏAZZO, Directeur de l'Ecole de Sauvetage Côtier Méditerranéenne, sollicitant la mise à disposition gratuite du parking BESTOUAN sis à CASSIS exploité par la société EFFIA Stationnement Cassis dans le contrat de Délégation de Service Public n°14-026

**Il est préalablement exposé que :**

L'école de Sauvetage Côtier Méditerranéenne, organise le « MC Swim Challenge » la course de nage en eau libre entre Marseille et Cassis le dimanche 06 Octobre 2019 de 8 heures à 19 heures. A cet effet, l'école de Sauvetage Côtier Méditerranéenne, souhaite disposer du parking Bestouan concédé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Société EFFIA Stationnement Cassis, afin de pouvoir accueillir ce public et les accompagnants. Il est précisé que cette manifestation s'inscrit dans un projet caritatif visant à récolter des fonds pour les associations qui œuvrent au quotidien contre le cancer des enfants hospitalisés à la Timone.

Le contrat de DSP prévoit dans son article n°14.3 cette disposition.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

**Article 1 objet :**

La présente convention autorise la mise à disposition gratuite du parking Bestouan à Cassis au profit de l'Ecole de Sauvetage Côtier Méditerranéenne, représenter son Directeur et Co-Organisateur Monsieur Grégory CAÏAZZO afin de pouvoir organiser le « MC Swim Challenge », la course de nage en eau libre entre Marseille et Cassis.

**Article 2 durée :**

La présente convention concerne la journée du 06 Octobre 2019 à 8 heures à 19 heures.

**Article 3 conditions d'occupation :**

L'occupant prendra le bien dans l'état où il se trouve au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer de recours contre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour quelque cause que ce soit.

Un état des lieux sera dressé par la collectivité avant la mise à disposition par le délégataire.

Dès l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les zones mises à disposition.

L'occupant s'engage à la remise en état des lieux mis à disposition, dans l'état où ils se trouvent au jour de la délivrance de la présente autorisation d'occupation temporaire. En cas de dégradation résultant de son propre fait, l'occupant devra, à sa charge, effectuer les travaux de remise en état correspondant.

**Article 4 : Responsabilité :**

L'occupant sera responsable personnellement des conséquences de toute nature qui pourraient résulter de l'utilisation des espaces ainsi mis à disposition.

En outre, il devra avoir souscrit, au plus tard à la date de cette mise à disposition, une police d'assurance couvrant les dommages et les risques matériels et corporels pouvant être occasionnés de son propre fait. Une attestation d'assurance remise au concessionnaire EFFIA Stationnement Cassis.

L'occupant s'engage à renoncer à tout recours contre la Métropole Aix-Marseille Provence en cas de vols, d'actes délictueux ou criminels dans les lieux occupés.

**Article 5 : Redevance d'occupation du domaine public :**

L'autorisation est consentie et acceptée à titre gratuit.

**Article 6 : Résiliation**

Il est expressément convenu entre les parties que la Métropole peut mettre fin à tout moment à cette occupation en cas de non –respect des articles de cette convention. Dans ce cas, l'occupant ne pourra prétendre à indemnisation.

L'occupant pourra mettre fin de façon anticipée à son occupation par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis d'une semaine.

Fait à Marseille en 2 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Ecole de Sauvetage Côtier  
Méditerranéenne  
Représenté par  
Son Directeur**

**Grégory CAÏAZZO**

**Pour la Métropole  
D'Aix-Marseille-Provence  
Représentée par  
La Présidente**

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/561/D

**Mise à disposition du parking du Bestouan à Cassis, occupation temporaire pour l'organisation du "Sardines Titus Triathlon" pour les 12-13 octobre 2019 dans le cadre du contrat de DSP 14-026 confié à la société Effia Stationnement Cassis**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille approuvé par délibération n° DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des immeubles relevant de son domaine public suivant :
  - parking en enclos du Bestouan ;
- Que ce bien est géré, dans le cadre d'une convention de délégation de service public n°14/026 par la société Effia Stationnement Cassis ;
- Que l'article 14.3 « Utilisation des parcs de stationnement pour d'autres usages » prévoit que l'autorité délégante se réserve le droit d'utiliser gratuitement les parcs de stationnement dans la limite de quatre jours par parc de stationnement et par an ;
- Que dans ce cadre la Métropole peut autoriser l'occupation des parkings ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019

- Que les biens immobiliers du domaine public de la Métropole ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Hervé Pellissier, Président du club de Sardines Triathlon et Sardines Organisation, a informé la Métropole par mail du 20 juin 2019, de sa volonté d'occuper le parc en enclos « du Bestouan » et l'a sollicitée afin que lui soit délivrée une autorisation d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, dans le cadre de l'organisation du « Sardines Titus Triathlon » qui se déroulera du 12 octobre 2019 à 8 heures au 13 octobre 2019 à 16 heures.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'occupation temporaire à titre précaire et révocable, par l'association dans le cadre de l'organisation « Sardines Titus Triathlons qui se déroulera du 12 octobre 2019 à 8 heures au 13 octobre 2019 à 16 heures, des biens relevant du domaine public de la Métropole suivant :

- Parking du Bestouan à Cassis.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est délivrée pour le samedi 12 octobre 2019 à 8 heures au dimanche 13 octobre 2019 à 16 heures. A son terme, elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général, et s'engage à fournir une copie à la Métropole et au délégataire Effia Stationnement Cassis, dès l'entrée en vigueur de la présente autorisation.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les biens mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet et/ou non compatible avec l'affectation publique des biens, entraînera de fait, et sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

### **Article 6 :**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente autorisation est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019



<p style="text-align: center;"><b>Convention d'occupation temporaire de l'exploitation</b> <b>des parcs en enclos BESTOUAN – Cassis - pour l'organisation du « Sardines Titus triathlon</b> <b>pour les 12 et 13 Octobre 2019</b></p>
---

Entre les soussignés,

**La Métropole d'Aix-Marseille-Provence**, dont le siège est situé au 58 boulevard Charles Livon, Le Pharo, 13007 MARSEILLE, représentée par Madame Martine VASSAL, sa Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018.

Ci-après dénommée la « **Métropole** »

D'une part,

**Et**

**Le Président du club de sardines triathlon et sardines organisation, représenté par Monsieur Hervé PELLISSIER, son Président**

D'autre part.

Vu

- Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général Propriété des Personnes
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La demande en date du 14 Juin 2019 formulée par Monsieur Hervé PELLISSIER, Président du club de Sardines Triathlon sollicitant la mise à disposition gratuite du parking BESTOUAN sis à CASSIS concernant l'exploitation des parcs en enclos de Cassis confiée à la société EFFIA Stationnement Cassis sur le contrat de Délégation de Service public n°14-026

**Il est préalablement exposé que :**

Le club de Sardines Triathlon et Sardines Organisation, feront leur animation les « Sardines Titus triathlon » du samedi 12 Octobre 2019 à 8 H au dimanche 13 Octobre 2019 à 16 heures. A cet effet, le Club de Sardines Triathlon et Sardine Organisation souhaite disposer du parking Bestouan concédé par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Société EFFIA Stationnement Cassis, afin de pouvoir accueillir ce public et les accompagnants.

Le contrat de DSP prévoit dans son article n°14.3 cette disposition.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 objet :**

La présente convention autorise la mise à disposition gratuite du parking Bestouan à Cassis au profit du club de Sardines Triathlon, représenté par son président Monsieur Hervé PELLISSIER afin de pouvoir organiser le « Sardines Titus et Triathlon ».

**Article 2 durée :**

La présente convention sera pour les journées du 12 Octobre 2019 à 8 Heures au Dimanche 13 octobre 2019 à 16 heures.

**Article 3 conditions d'occupation :**

L'occupant prendra le terrain dans l'état où il se trouve au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer de recours contre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour quelque cause que ce soit.

Un état des lieux sera dressé par la collectivité avant la mise à disposition par le délégataire.

Dès l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les zones mises à disposition.

L'occupant s'engage à la remise en état des lieux mis à disposition, dans l'état où ils se trouvent au jour de la délivrance de la présente autorisation d'occupation temporaire. En cas de dégradation résultant de son propre fait, l'occupant devra, à sa charge, effectuer les travaux de remise en état correspondant.

**Article 4 : Responsabilité :**

L'occupant sera responsable personnellement des conséquences de toute nature qui pourraient résulter de l'utilisation des espaces ainsi mis à disposition.

En outre, il devra avoir souscrit, au plus tard à la date de cette mise à disposition, une police d'assurance couvrant les dommages et les risques matériels et corporels pouvant être occasionnés de son propre fait. Une attestation d'assurance remise au concessionnaire EFFIA Stationnement Marseille.

L'occupant s'engage à renoncer à tout recours contre la Métropole Aix-Marseille Provence en cas de vols, d'actes délictueux ou criminels dans les lieux occupés.

**Article 5 : Redevance d'occupation du domaine public :**

L'autorisation est consentie et acceptée à titre gratuit.

**Article 6 : Résiliation**

Il est expressément convenu entre les parties que la Métropole peut mettre fin à tout moment à cette occupation en cas de non-respect des articles de cette convention. Dans ce cas, l'occupant ne pourra prétendre à indemnisation.

L'occupant pourra mettre fin de façon anticipée à son occupation par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis d'une semaine.

Fait à Marseille en 2 exemplaires originaux,

Le

**Pour Le Club de Sardines Triathlon  
Représenté par  
Son Président**

**Hervé PELLISSIER**

**Pour la Métropole  
D'Aix-Marseille-Provence  
Représentée par  
La Présidente**

**Martine VASSAL**

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2015130550104\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

751956624

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500027

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**

2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

152 rue Alphonse Daudet /13013/ Pact13

152 rue Alphonse Daudet

13013 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

03/12/2015

N° de décision

20151305500113

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

129 641,54 €

129 690,74 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

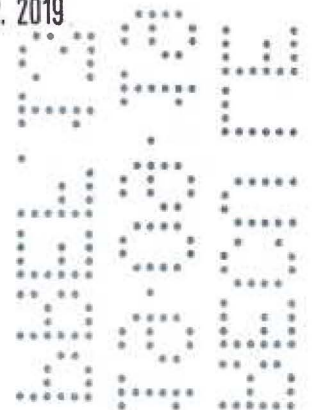
Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE



le : 17 SEP. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	10,74%
Conseil Régional	23 100,00	18,80%
Subvention EPCI	3 000,00	2,44%
Ville de Marseille	5 000,00	4,07%
Subvention Autres	6 056,00	4,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>50 356,00</b>	<b>40,99%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	38 122,00	31,03%
Prêt CDC foncier	32 333,00	26,32%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>70 455,00</b>	<b>57,35%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	2 048,43	1,67%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>2 048,43</b>	<b>1,67%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>122 859,43</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>122 859,43</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 129 690,74 €**

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

85,42 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

85,42 m²

Assiette \*

129 690,74 €

Taux de subvention

10,18 %

SUBVENTION

13 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

85,42 m²

Assiette : 129 690,74 €

**SUBVENTION** :

**13 200,00 €**

Taux moyen de subvention :

10,18 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**13 200,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

83 687,50 €

Coût du bâtiment ou des travaux

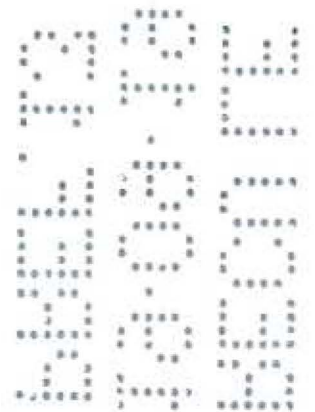
27 050,85 €

Décision No : 20191305500027

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	10 149,34 €
Prix de Revient H.T.	120 887,69 €
Montant de la TVA	1 971,74 €
Prix de revient TTC	122 859,43 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 438,30 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique





19 / 563 / D1

DECISION DE FINANCEMENT  
CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2013130550024\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

060804770

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500030

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13042 Gémenos

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** PLUS / PLAI LES GRANGES  
Rue du maréchal des Logis Planzol  
13420 GEMENOS

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	22/11/2013	20131305500164
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. LOGIREM		
SA HLM/ ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
<b>Adresse :</b>		
	111 bd national	
	BP 204	
<b>Ville :</b>	13003 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2013	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	2 560 663,58 €	2 755 556,90 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 92 600,00 €	(B) 92 600,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 92 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 SEP. 2019





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	18 400,00	0,64%
Surcharge foncière	29 903,45	1,04%
Ville	624 000,00	21,75%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	48 000,00	1,67%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>720 303,45</b>	<b>25,11%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	77 423,00	2,79%
Prêt CDC foncier	1 906 321,00	66,45%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 983 744,00</b>	<b>69,14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	164 926,21	5,75%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>164 926,21</b>	<b>5,75%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 868 973,66</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	74 200,00	8,05%
Surcharge foncière	9 196,55	1,00%
Ville	276 000,00	29,94%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	21 000,00	2,28%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>380 396,55</b>	<b>41,26%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	520 402,00	56,45%
Prêt CDC foncier	21 135,00	2,29%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>541 537,00</b>	<b>58,74%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>921 933,55</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	69 000,00	1,82%
Ville	900 000,00	23,74%
Subvention Etat	92 600,00	2,44%
Surcharge foncière	39 100,00	1,03%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 100 700,00</b>	<b>29,04%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	597 825,00	15,77%
Prêt CDC foncier	1 927 456,00	50,84%

Sous-total Prêts	2 525 281,00	66,61%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	164 926,21	4,35%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	164 926,21	4,35%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	3 790 907,21	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	3 790 907,21	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 2 755 556,90 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 204,16 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>16</b>	<b>1 204,16 m²</b>
Assiette *		2 080 385,34 €
Taux de subvention		0,88 %
<b>SUBVENTION</b>		<b>18 400,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	390,80 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>7</b>	<b>390,80 m²</b>
Assiette *		675 171,56 €
Taux de subvention		10,99 %
<b>SUBVENTION</b>		<b>74 200,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 594,96 m²
Assiette : 2 755 556,90 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>92 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,36 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 594,96 m²
Assiette de subvention	:	1 956 703,21 €
Taux de subvention	:	2,00 %
<b>Montant de subvention</b>	:	<b>39 100,00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>131 700,00 €</b>
---------------------	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	354 022,11 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 170 436,85 €
Prestations intellectuelles et frais	68 818,01 €
Décision No : 20191305500030	Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	3 593 276,97 €
Montant de la TVA	197 630,24 €
Prix de revient TTC	3 790 907,21 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 376,80 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :        Hors opération spécifique

RECUE  
1909-19  
PREF. 13

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 100,00	2,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	39 100,00	2,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 827 287,50	93,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 827 287,50	93,39%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	90 315,71	4,62%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	90 315,71	4,62%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 956 703,21	100,00%
<b>Coût de l'opération/dépassement</b>	1 956 703,21	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	1 834 204,00 €
Surface utile totale	1 594,96 m²
Dont SU Collectif	1 594,96
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	354 022,11 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 956 703,21 €
Taux de la subvention	2,00 %



19 / 5 6 4 / D

RECUSÉ  
19-09-19  
PARF. 13

**DECISION DE CLOTURE  
POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**

2013130550024\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

060804770

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500029

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13042 Gémenos

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :**

PLUS / PLAI LES GRANGES

Rue du maréchal des Logis Planzol

13420 GEMENOS



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

22/11/2013

N° de décision

20131305500163

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 23)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

1 905 487,50 €

1 956 703,21 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

39 100,00

39 100,00

Montant des acomptes versés

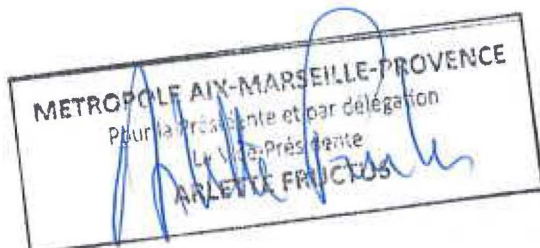
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 39 100,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 SEP. 2019



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 100,00	2,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	39 100,00	2,00%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 827 287,50	93,39%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 827 287,50	93,39%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	90 315,71	4,62%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	90 315,71	4,62%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 956 703,21	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 956 703,21	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	1 834 204,00 €
Surface utile totale	1 594,96 m²
Dont SU Collectif	1 594,96
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	354 022,11 €
TVA de la charge foncière	23 151,33 €
Charge foncière TTC	377 173,44 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 956 703,21 €
Taux de la subvention	2,00 %

RECUE  
19-09-19  
MAY 13

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550025\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500028

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13042 Gémenos

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLS LES GRANGES  
Rue du maréchal des Logis Planzol  
13420 GEMENOS



## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

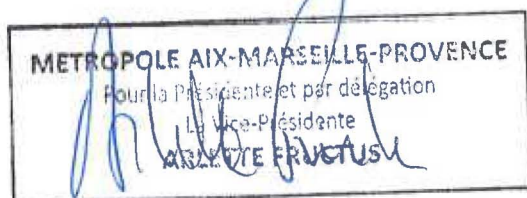
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2013	20131305500172
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. LOGIREM		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
<b>Adresse :</b>		
11 bd national		
BP 204		
<b>Ville :</b>	13003 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2013	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 2)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	0,00 €	0,00 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 SEP. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville	72 000,00	26,67%	
<b>Sous-total Subventions</b>	72 000,00	26,67%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	141 930,00	52,58%	2,36%
<b>Sous-total Prêts</b>	141 930,00	52,58%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	56 000,00	20,75%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	56 000,00	20,75%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	269 930,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	269 930,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

117,12 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

117,12 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Surface utile :

117,12 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION** :

**0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	32 923,22 €
Coût du bâtiment ou des travaux	216 406,64 €
Prestations intellectuelles et frais	6 527,96 €
Prix de Revient H.T.	255 857,82 €
Montant de la TVA	14 072,18 €
Prix de revient TTC	269 930,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 304,73 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

Décision No : 20191305500028

Page : 3/4

31 1039  
 01 0001  
 01 7399



19 / 5 6 6 / D -

RECEU  
19.09.19  
PRÉF. 13

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2014130550076\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500024

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13204 Marseille - 4e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** PLUS/PLAI VILLA CHARTREUX - MARSEILLE

23, boulevard Maréchal Juin

13004 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500160

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA ILM / ESH

Code bénéficiaire : 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

1 487 080,00 €

1 486 355,76 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 48 600,00 €

(B) 48 600,00 €

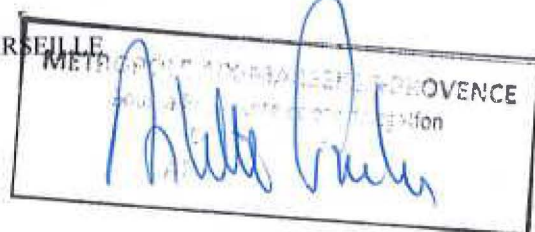
Montant des acomptes versés

(C) 14 580,00 €

Solde à verser

(B-C) 34 020,00 €

Fait à MARSEILLE



le : 17 SEP. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	3 600,00	0,23%
Surcharge foncière	14 916,60	0,95%
Subvention PEEC 1 pour 1	7 500,00	0,48%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	0,95%
Subvention Commune	28 746,56	1,83%
Subvention PEEC	75 000,00	4,77%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>144 763,16</b>	<b>9,21%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	562 609,00	35,80%
Prêt CDC foncier	241 118,00	15,34%
1%.	40 000,00	2,55%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>843 727,00</b>	<b>53,69%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	583 038,51	37,10%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>583 038,51</b>	<b>37,10%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 571 528,67</b>	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	45 000,00	9,51%
Surcharge foncière	6 083,40	1,29%
Subvention PEEC 1 pour 1	13 500,00	2,85%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	27 000,00	5,70%
Subvention Commune	54 000,00	11,41%
Subvention PEEC	0,00	0,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>145 583,40</b>	<b>30,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	229 448,00	48,47%
Prêt CDC foncier	98 335,00	20,77%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>327 783,00</b>	<b>69,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	0,00	0,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>473 366,40</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC 1 pour 1	21 000,00	1,03%
Subvention Commune	82 746,56	4,05%

Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	42 000,00	2,05%
Subvention PEEC	75 000,00	3,67%
Subvention Etat	48 600,00	2,38%
Surcharge foncière	21 000,00	1,03%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>290 346,56</b>	<b>14,20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	792 057,00	38,73%
Prêt CDC foncier	339 453,00	16,60%
1%.	40 000,00	1,96%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 171 510,00</b>	<b>57,29%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	583 038,51	28,51%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>583 038,51</b>	<b>28,51%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 044 895,07</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 044 895,07</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 1 486 355,76 €

<b>Aide : PLUS</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9		616,08 m²
Logements « Individuel »			
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9		616,08 m²
	Assiette *	:	1 057 101,36 €
	Taux de subvention	:	0,34 %
	SUBVENTION	:	3 600,00 €
<b>Aide : PLA-I</b>		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5		250,17 m²
Logements « Individuel »			
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5		250,17 m²
	Assiette *	:	429 254,40 €
	Taux de subvention	:	10,48 %
	SUBVENTION	:	45 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	866,25 m²
Assiette : 1 486 355,76 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>48 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,27 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	866,25 m²
Assiette de subvention	:	492 461,76 €
Taux de subvention	:	4,26 %

Montant de subvention : 21 000,00 €

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION**

**SURVENTION : 69 600,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	621 982,26 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 408 331,25 €
Prestations intellectuelles et frais	14 142,63 €
Prix de Revient H.T.	2 044 456,14 €
Montant de la TVA	438,93 €
Prix de revient TTC	2 044 895,07 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 360,63 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : Hors opération spécifique



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	21 000,00	4,26%
Subvention PEEC, 1 pour 1	21 000,00	4,26%
Subvention PEEC	75 000,00	15,23%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>117 000,00</b>	<b>23,76%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	339 453,00	68,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>339 453,00</b>	<b>68,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	36 008,76	7,31%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>36 008,76</b>	<b>7,31%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>492 461,76</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>492 461,76</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	129 937,50 €
Surface utile totale	866,25 m²
Dont SU Collectif	866,25
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	621 982,26 €
Assiette de subvention (dépassement)	492 461,76 €
Taux de la subvention	4,26 %

19 / 5 6 7 / B 1

RECUEIL  
19-09-19  
PRÉF. 13

**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**

2014130550076\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

573620754

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500023

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13204 Marseille - 4e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** PLUS/PLAI VILLA CHARTREUX - MARSEILLE

23, boulevard Maréchal Juin

13004 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500159

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. UNICIL

SA HLM / ESH

Codé bénéficiaire: 573620754

Adresse :

11 RUE ARMENY

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 14)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

492 730,50 €

492 461,76 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

21 000,00

21 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 2 184,00 €

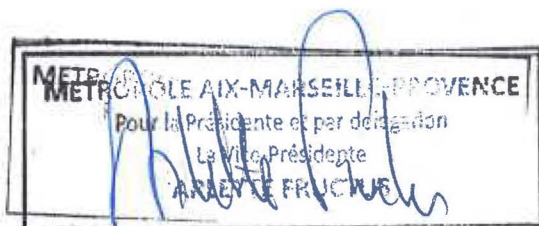
Solde à verser

(B-C) 18 816,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

17 SEP. 2019



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	21 000,00	4,26%
Subvention PEEC 1 pour 1	21 000,00	4,26%
Subvention PEEC	75 000,00	15,23%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>117 000,00</b>	<b>23,76%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	339 453,00	68,93%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>339 453,00</b>	<b>68,93%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	36 008,76	7,31%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>36 008,76</b>	<b>7,31%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>492 461,76</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>492 461,76</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	129 937,50 €
Surface utile totale	866,25 m²
Dont SU Collectif	866,25
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	621 982,26 €
TVA de la charge foncière	417,00 €
Charge foncière TTC	622 399,26 €
Assiette de subvention (dépassement)	492 461,76 €
Taux de la subvention	4,26 %

RECUEIL  
19-09-19  
PRÉF. 13

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550117\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
061800140

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT

26 r colbert  
10 Rue Sainte-Barbe

13002 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500031

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** 5 PLAI/48 rue Nationale / 13001/Marseille Habitat  
48 rue Nationale  
13001 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	18/12/2015	20151305500201
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT		
<b>SEM / EPL</b>		
Code bénéficiaire : 061800140		
<b>Adresse :</b>		
	26 r colbert	
	10 Rue Sainte-Barbe	
<b>Ville :</b>	13002 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	329 014,26 €	372 414,93 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 66 000,00 €	(B) 66 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 66 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 SEP. 2019

Métropole Aix-Marseille-Provence  
Martine VASSAL  
Présidente

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	66 000,00	10,50%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	2,30%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>81 000,00</b>	<b>12,89%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	76 247,00	12,13%
Prêt CDC foncier	326 071,00	51,89%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>402 318,00</b>	<b>64,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	145 012,00	23,08%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>145 012,00</b>	<b>23,08%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>628 330,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>628 330,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 372 414,93 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

202,72 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

5

202,72 m²

Assiette \*

:

372 414,93 €

Taux de subvention

:

17,72 %

SUBVENTION

:

66 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

202,72 m²

Assiette : 372 414,93 €

SUBVENTION :

66 000,00 €

Taux moyen de subvention :

17,72 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

66 000,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

104 897,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

466 642,00 €

Prestations intellectuelles et frais

29 579,00 €

Prix de Revient H.T.

601 118,00 €

Montant de la TVA

27 212,00 €

Prix de revient TTC

628 330,00 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

3 099,50 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :      Hors opération spécifique





19 / 569 / D

RECUE  
19-09-19  
PREF 13

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2015130550022\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

061800140

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT

26 r colbert

10 Rue Sainte-Barbe

13002 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500032

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13201 Marseille - 1er arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :**

4 PLS / 41 Rue Nationale/ 13001

41 Rue Nationale

13001 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département Date

Bouches du Rhône 18/12/2015

N° de décision

20151305500206

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A.E.M. MARSEILLE HABITAT

SEM / EPL

Code bénéficiaire : 061800140

Adresse :

26 r colbert

10 Rue Sainte-Barbe

Ville :

13002 Marseille

Exercice :

2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 4)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

0,00 €

0,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

(A) 0,00 €

(B) 0,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

17 SEP. 2019

Métropole Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL  
Présidente

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotients	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	157 575,00	18,90%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	530 186,00	63,58%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	687 761,00	82,48%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	146 111,00	17,52%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	146 111,00	17,52%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	833 872,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	833 872,00		

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

359,53 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

359,53 m²

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

359,53 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	162 049,58 €
Coût du bâtiment ou des travaux	552 827,03 €
Prestations intellectuelles et frais	43 189,16 €
Prix de Revient H.T.	758 065,77 €
Montant de la TVA	75 806,23 €
Prix de revient TTC	833 872,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 319,34 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20191305500032

Page : 3/4

31 0034  
01-00-01  
01 7034

19 / 570 / 0

RECUEIL  
 19.09.19  
 PREF. 13

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
 2016130550027\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 751956624

**Famille d'organisme**  
 Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20191305500033

**Nature de l'opération**  
 Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
 13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
 2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
 Residence Saint Yves - Logt 12 - 1PLAI  
 1 PLAI AA  
 Résidence Saint Yves  
 10 Traverse de l'Huilerie Nouvelle  
 13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Date

Bouches du Rhône : 18/11/2016

N° de décision

20161305500080

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

COOP SOLHA MEDIT-BATISS LOG INSERT

UES

Code bénéficiaire : 75193624

Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille

Exercice : 2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

92 459,59 €

100 811,43 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

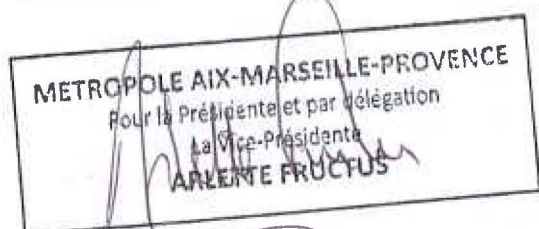
Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

17 SEP. 2019





## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	12,23%
Conseil Régional	19 500,00	16,67%
Subvention EPCI	3 000,00	2,78%
Ville de Marseille	4 912,00	4,55%
Autres	10 986,00	10,18%
Subvention Département	10 792,00	10,00%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>62 390,00</b>	<b>57,82%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	14 155,00	13,12%
Prêt CDC logement	31 367,00	29,07%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>45 522,00</b>	<b>42,18%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>107 912,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>107 912,00</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

**I - Assiette de la subvention : 100 811,43 €**

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	62,28 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLA-I »	1	62,28 m²
Assiette *	:	100 811,43 €
Taux de subvention	:	13,09 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	62,28 m²
Assiette : 100 811,43 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,09 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	69 150,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	25 322,85 €
Décision No : 20191305500033	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	11 273,64 €
Prix de Revient H.T.	105 746,49 €
Montant de la TVA	2 165,51 €
Prix de revient TTC	107 912,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 732,69 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : Hors opération spécifique



## Décision n° 19/571/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que l'entreprise ICPS, bureau d'étude spécialisé en ingénierie mécanique et développement de prototype est déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois et pour laquelle une prolongation de bail nous est demandée ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette prolongation par un avenant ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'avenant de l'entreprise :

- ICPS: Prolongation à la convention d'occupation initiale signée le 1<sup>er</sup> aout 2017 pour une surface de 41,30m<sup>2</sup> au bâtiment Cleantech jusqu'au 31 décembre 2019.

Recette : 1 927,20 euros HT/HC du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 décembre 2019.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/572/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI le Billard concernant la parcelle AL66 sise lieu-dit le Bricard 13180 Gignac-La-Nerthe**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°19/446/D du 17 juillet 2019 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section AL n°66 sis lieu-dit le Bricard 13180 Gignac-la-Nerthe ;
- La décision de refus du 29 août 2019 de la SCI Le Billard, de la proposition financière de la Métropole concernant l'acquisition de la parcelle AL66.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Juridiction de l'Expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot domiciliée 71 , boulevard Saint-Michel – 75005 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/573/D

### Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Eysseric-Nicod-Dallani

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier du 28 mars 2018 des consorts Eysseric-Nicod-Dallani mettant en demeure la commune de Plan-de-Cuques, d'acquérir la parcelle AN 125 Impasse des Rascous.

#### DECIDE

##### Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation de Marseille et d'être représentée par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75007 Paris.

##### Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Septembre 2019**

## Décision n° 19/574/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose au bureau d'études BERIM dans le cadre du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et la mise aux normes de la station d'épuration d'Auriol à Saint-Zacharie**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1904183-3 déposée devant le Tribunal Administratif du 13 mai 2019 contre une décision implicite de rejet née du silence de l'administration de faire droit à sa demande indemnitaire de 71 025,12 euros outre les intérêts légaux dans le cadre d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et la mise aux normes de la station d'épuration d'Auriol/Saint-zacharie.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes domiciliée 141, avenue de Wagram 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 25 Septembre 2019**



## Décision n° 19/575/D

### Réforme d'engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDERANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence gère un parc de véhicules industriels destinés à l'exercice des missions de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans des domaines variés tels que la propreté urbaine et la voirie ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, qui n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Septembre 2019

- Qu'en outre, afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs pour les besoins de cette Direction.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'opération de mise à la réforme des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 septembre 2019

**Martine VASSAL**

ANNEXE 1									
N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation	Valeur neuf	Valeur estimative de vente	Valeur comptable
Matériel de propreté et divers									
AR0146		W0950825060K51447	HY1251	ROLBA	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L	08/09/2006	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
AR0159		W0951125070K51511	HY1251	ROLBA	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L	19/03/2008	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
AR0163		1703167	CITY JET 2500	SCHMIDT	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L	01/06/2010	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
AR0166		1703172	CITY JET 2500	SCHMIDT	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L	03/08/2010	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
AR0167		1703171	CITY JET 2500	SCHMIDT	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L	01/08/2010	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BA0180		WSVS2R2S171702299	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	23/11/2007	90 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BA0215		2710003	150	SCHMIDT	BAVL MIXTE SCHMIDT-SWINGO 150	01/06/2010	100 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BA0216		2710004	150	SCHMIDT	BAVL MIXTE SCHMIDT-SWINGO 150	01/06/2010	100 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BA0219		2710008	150	SCHMIDT	BAVL MIXTE SCHMIDT-SWINGO 150	07/10/2010	100 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
BE0342	EG-218-KM	VF656ANA000010292	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	31/07/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0073	EG-767-KN	VF1UDCVG536689365	UDCVG5	RENAULT	VUFG RENAULT MASTER	04/12/2006	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0076	EG-227-KM	VF654ANA000033364	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	05/01/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0077	EG-384-GW	VF654ANA000033365	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	05/01/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0085	EG-209-KM	VF654ANA000037210	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	22/01/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0107	EG-232-KM	VF654ANA000037204	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	08/02/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0126	EG-208-KM	VF1UDC2G637436207	UDC2G6	RENAULT	VUFG RENAULT MASTER	06/04/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0144	EG-402-GW	VF654ANA000037181	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	25/07/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0146	EG-742-KN	VF654ANA000033362	54ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	27/07/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0178	EG-526-KM	VF656ANA000004438	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	21/12/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0180	EG-813-KN	VF656ANA000004440	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	20/12/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0181	EG-203-KM	VF656ANA000004439	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	20/12/2007	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0200	EG-220-KM	VF656ANA000012789	56ANA131N	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	20/11/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0201	EG-520-KM	VF656ANA000012188	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	29/10/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0202	EG-473-KM	VF656ANA000012790	56ANA1	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	29/10/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0206	EG-803-KN	VF656ANA000012198	56ANA136L	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	14/11/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €

VU0207	EG-781-KN	VF656ANA000012200	56ANA136L	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	12/11/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0208	EG-219-KM	VF656ANA000012199	56ANA136L	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	12/11/2008	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0222	AF-838-VW	VF656ANA000015832	56ANA136C	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	24/11/2009	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
VU0223	AF-805-VW	VF656ANA000014905	56ANA136C	RENAULT	VUBE RENAULT MASCOTT	24/11/2009	35 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
TA0096	EF-203-VL	35 D 0208	55 12 V	RENAULT	TAEPA EPAREUSE AGRICOLE	18/12/1987	19 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
<b>Matériel de collecte</b>									
CF5151	AP-621-DJ	VWASGFF24A2106771	SGFF24-35-34	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	25/03/2010	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5152	AS-621-KZ	VWASGFF24A2107932	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	20/05/2010	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5153	AS-654-KZ	VWASGFF24A2107934	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	20/05/2010	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5156	AT-912-MC	VWASGFF24B2128635	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	07/06/2010	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5183	BS-017-HD	VWASGFF24B2125030	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	02/08/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5184	BS-123-HD	VWASGFF24B2125058	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	02/08/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5185	BS-976-YZ	VWASGFF24B2125064	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	19/08/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5186	BS-933-YZ	VWASGFF24B2125067	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	19/08/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5187	BV-660-EY	VWASGFF24B2125879	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	20/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5188	BV-626-EY	VWASGFF24B2125880	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	20/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5189	BV-691-EY	VWASGFF24B2125881	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	20/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5190	BV-738-EY	VWASGFF24B2125882	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	20/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5191	BV-316-NL	VWASGFF24B2125884	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	27/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5192	BV-340-NL	VWASGFF24B2126637	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	27/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5194	BV-453-NL	VWASGFF24B2125883	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	27/09/2011	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €
CF5197	CG-392-MZ	VWASGFF24B2128634	SGFF24-35-25	NISSAN	BOM 5M3 PROVENCE BENNE	18/06/2012	60 000,00 €	3 500,00 €	0,00 €

## Décision n° 19/576/D

**bail dérogatoire avec la société ACTEIS pour l'occupation des locaux sis rue Frédéric Joliot Curie - Hôtel Technologique de Château Gombert - 13013 Marseille.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### PREAMBULE

La Métropole Aix Marseille Provence est propriétaire du bien sis rue Frédéric Joliot Curie – Hôtel Technologique de Château Gombert – 13013 Marseille ;

La société ACTEIS occupe depuis avril 2018, l'atelier n°129 au titre d'un bail dérogatoire, pour l'activité suivante : Installation, maintenance, dépannage, réparation et vente d'équipement électrique, électronique, thermique, conversion d'énergie d'installation commerciale, industrielle, tertiaire et résidentiel. Celui-ci a pris fin le 31 mars 2019 ;

Il convient donc de signer un nouveau bail dérogatoire pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m<sup>2</sup> consacré à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que le précédent bail dérogatoire a pris fin le 31 mars 2019 et que la société souhaite occuper ces locaux ;

- Qu'il est proposé de consentir un bail dérogatoire pour un loyer annuel de 15840 euros HT HC et un forfait de charges de 7912,08 euros par an ;
- Que le bail prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019 pour se terminer le 31 mars 2020.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un bail dérogatoire avec la société ACTEIS pour l'occupation d'un atelier sis à l'Hôtel technologique – 45 rue Joliot-Curie – 13382 Marseille Cedex 13.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget Immobilier d'entreprise : Sous-politique B330 – Service 900 000 – natures 752, 7588 – fonction 64 chapitre 75.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## **BAIL DEROGATOIRE**

### **ENTRE**

La Métropole Aix Marseille Provence, dont le siège social est situé 58 Bd Charles LIVON – Le Pharo 13007 Marseille, représentée par sa Présidente en exercice Madame Martine VASSAL,

Ci-après dénommée le Bailleur

### **ET**

Société ACTEIS, SARL au capital de 10 000 euros, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 792 319 527 dont le siège social est situé au 45 rue Frédéric Joliot Curie – Hôtel Technologique 13013 Marseille, représentée par Monsieur Olivier AGULLO en sa qualité de gérant,

Ci-après dénommée le Preneur,

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

### **Article 1 OBJET**

La Métropole Aix Marseille Provence donne à bail au Preneur les locaux ci-après désignés, en application de l'article L145-5 du code du commerce.

Les parties conviennent intentionnellement de déroger au statut des baux commerciaux.

### **Article 2 DESIGNATION**

Les locaux sont situés Hôtel Technologique de Château Gombert, rue Frédéric Joliot Curie 13013 Marseille : atelier n°129 d'une surface de 198 m<sup>2</sup>, quote part des parties communes y compris.

Ainsi que lesdits lieux se poursuivent et comportent, dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance et sans pouvoir prétendre à aucune réparation pendant le cours de la location, ni à aucune diminution de loyer pour quelque cause que ce soit, le Preneur déclarant les connaître parfaitement pour les occuper depuis un an,

au titre d'un précédent bail dérogatoire, s'engageant à les rendre à son départ dans l'état d'origine, sauf ce qui est dit ci-après.

### **Article 3 DUREE**

Le présent bail est consenti pour une durée ferme et consécutive de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

### **Article 4 LOYER ET CHARGES**

#### *4.1 Loyer*

Le présent bail est consenti moyennant un loyer annuel de 15 840 € HT HC, payable mensuellement et d'avance.

#### *4.2 Lieu de paiement et intérêts de retard*

En cas de non-paiement à l'échéance des sommes dues par le Preneur, le Bailleur pourra percevoir des intérêts de retard sans qu'il soit besoin d'adresser une mise en demeure quelconque.

Ces intérêts seront calculés au taux de l'intérêt légal, majoré de 5 points à compter de la date d'échéance.

Le paiement de ces intérêts de retard ne vaudra pas report des délais de paiement, le bailleur conservant tous ses droits à ce sujet.

En sus des intérêts et dans le cas où le Bailleur aurait été amené à engager des poursuites à l'encontre du Preneur, celui-ci devra en supporter tous les frais y compris les frais non taxables.

#### *4.3 Charges, impôts, taxes*

##### 4.3.1 Taxes

Il est convenu que le preneur remboursera au bailleur, au prorata de la surface occupée :

La taxe foncière, la taxe ou redevance d'enlèvement d'ordures ménagère, la taxe de balayage, les frais de gestion de la fiscalité locale directe afférente aux taxes réglées par le bailleur, les taxes et redevances y compris assainissement, dues sur les consommations en parties privatives, parties communes et sur les espaces verts liées à la consommation des fluides, combustibles et énergie.



#### 4.3.2 Charges

Le preneur versera au bailleur, en même temps que le loyer, un forfait pour charges annuel de 7912,08 €.

En cours de bail, le bailleur sera tenu d'informer le preneur de tout élément susceptible de modifier la répartition des charges entre preneurs.

### **Article 5 CONDITIONS**

#### *5.1 Etat des lieux*

Il est convenu entre les parties de conserver l'état des lieux établi lors de la première prise en bail ; le preneur occupant toujours les locaux.

#### *5.2 Affectation des locaux*

Le bureau, objet des présentes est destiné exclusivement à l'activité suivante :

Installation, maintenance, dépannage, réparation et vente d'équipement électrique, électronique, thermique, conversion d'énergie d'installation commerciale, industrielle, tertiaire et résidentiel.

#### *5.3 Utilisation des locaux*

Le preneur devra user des lieux en bon administrateur, y exercer l'activité ci-dessus précisée à l'exclusion de toute autre et respecter toutes les obligations, administratives et autres, réglementant le cas échéant l'exercice de cette activité, de façon que le bailleur ne puisse en aucune manière être inquiété ou recherché à ce sujet. Il se conformera à toutes les prescriptions de l'administration, notamment pour cause d'hygiène, de salubrité et de sécurité et exécutera à ses frais et sans aucune recours contre le bailleur, tous travaux qui pourraient être exigés à cet égard.

#### *5.4 Entretien et réparations*

Le Preneur devra entretenir pendant tout le cours du bail les lieux loués constamment en bon état de réparations locatives et d'entretien, notamment les peintures, fermetures, ferrures, plomberie et autres.

Il fera son affaire personnelle de l'entretien, de la remise en état et de toutes réparations locatives, serrurerie, peinture, et en général à tout ce qui pourra garnir les lieux loués, des accessoires auxquels ces énonciations se rapportent, le Bailleur n'étant tenu qu'aux grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code Civil.

Toutefois, si durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes incombant au Bailleur, le Preneur s'obligera à les supporter quelle que soit la gêne qu'elles lui causent et ne pourra exiger du Bailleur une quelconque indemnité ou réduction de son loyer, même si les travaux se poursuivent au-delà de 40 jours.

Conformément à l'article R 145-35 du Code de commerce, le Preneur ne pourra être tenu aux dépenses relatives aux travaux ayant pour objet de remédier à la vétusté ou de mettre en conformité avec la réglementation le bien loué ou l'immeuble dans lequel il se trouve, dès lors qu'ils relèvent des grosses réparations mentionnées à l'article 606 du Code civil.

Le Preneur supportera toutes les réparations qui seraient rendues nécessaires par suite du défaut d'exécution des réparations locatives ou d'entretien, ou de dégradations résultant de son fait ou de celui de sa clientèle ou de son personnel.

A l'expiration du bail, il rendra le tout en bon état de réparation, d'entretien et de fonctionnement.

Si pour une cause quelconque, le remplacement ou la remise en état des installations ou appareils visés ci-dessus devenait nécessaire, même par suite d'usure, de force majeure ou d'exigence administrative, il serait entièrement mis à la charge du Preneur sans recours contre le Bailleur.

Il sera responsable de tous accidents et avaries quelconques qui pourraient résulter de tous services et installations de l'immeuble.

Le Preneur fera son affaire personnelle, de façon que le Bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché » à ce sujet, de toutes les réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux loués. Il aura à sa charge toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité, tout en restant garant vis-à-vis du Bailleur de toute action en dommage-intérêts de la part des autres Preneurs ou des voisins que pourrait provoquer l'exercice de cette activité.

Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les lieux loués et devra prévenir, sans aucun retard et par écrit, sous peine d'en être personnellement responsable, le Bailleur de toute atteinte qui serait portée à la propriété de toutes dégradations et détériorations qui viendraient se produire dans les lieux loués et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au Bailleur.

Il devra donc en outre avertir le Bailleur immédiatement et en tous cas avant l'expiration des délais de garantie, des troubles pouvant donner lieu à réparation au titre des garanties des articles 1792 et suivants du Code Civil et il s'oblige à ne rien faire qui puisse faire perdre au Bailleur son droit à recours, notamment aucune réparation prématurée avant constatation par un expert. Le Bailleur appréciera alors s'il doit exercer les droits et actions dont il dispose.

### *5.5 Changement de distribution et travaux divers d'aménagement*

Tout changement de distribution, démolitions, suppressions ou percements de cloisons, de murs, de poutres ou de planchers ou de toiture devront faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de la part du Bailleur. Les travaux qui seraient ainsi autorisés devront être exécutés aux frais, risques et périls exclusifs du Preneur et sous la surveillance d'un architecte ou d'un bureau d'études techniques préalablement agréé par le Bailleur et dont les honoraires seront supportés par le Preneur.

Le Preneur ne devra apporter aucun changement aux lieux loués, si ce n'est avec l'autorisation écrite préalable du Bailleur.

Le Preneur ne pourra effectuer dans les lieux loués des travaux, embellissements, améliorations, installations, agencements, équipements et constructions quelconques qui lui paraîtront nécessaires ou utiles qu'après avoir obtenu préalablement l'accord du Bailleur, à ma condition que ces travaux ne puissent nuire à la solidité de l'immeuble, et qu'ils soient exécutés sous la surveillance d'un architecte ou d'un bureau d'études techniques agréé par le Bailleur et dont les honoraires seront supportés par le Preneur.

Tous ces travaux, embellissements, améliorations, installations, équipements et constructions quelconques devenus immeubles par destination, y compris, le cas échéant, ceux qui pourraient être imposés par des dispositions législatives ou réglementaires, faits par le Preneur en cours de bail, deviendront sans frais ni indemnité, la propriété du Bailleur à l'expiration de la présente location, soit par arrivée du terme, soit par suite de résiliation.

Au surplus, le Bailleur pourra toujours, le cas échéant, demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais, risques et périls exclusifs du Preneur, même pour les travaux expressément autorisés par le Bailleur. L'état primitif sera celui qui est établi lors de l'entrée dans les lieux.

Il est toutefois précisé que les équipements matériels et installations non fixés à demeure et qui, de ce fait, ne peuvent être considérés comme des immeubles par destination, resteront la propriété du Preneur et devront être enlevés par lui lors de sa sortie, à charge de remettre les lieux en état, après cet enlèvement, et avant l'arrivée du terme ou la date de résiliation, et notamment d'effectuer les grosses réparations sans pouvoir exiger une quelconque indemnité.

#### *5.6 Visite de surveillance des locaux*

Pendant toute la durée du bail, le Preneur devra laisser les représentants du Bailleur visiter les lieux loués pour s'assurer de leur état et fournir, à première demande du Bailleur, toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution des conditions du bail.

#### *5.7 Sous location*

Le preneur ne pourra consentir de sous location totale ou partielle qu'après accord écrit du bailleur, sollicité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le cas où la sous-location est autorisée par le bailleur, le Preneur fera son affaire personnelle de la restitution des locaux par le sous-locataire ainsi que de toute réclamation indemnitaire que ce dernier pourrait former, de sorte que le Bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet. Ce sous-locataire devra être répondre parfaitement aux critères d'honorabilité et être notoirement solvable. Le Preneur demeurera seul responsable vis-à-vis du Bailleur du respect par son sous-locataire de l'ensemble des stipulations du présent Bail.



Le Preneur devra s'assurer que le sous-locataire dispose des couvertures d'assurance nécessaires, et prendre toutes les dispositions pour que le sous-locataire soit à même d'en justifier à première demande du Bailleur et pour la première fois lors de la signature du sous-Bail.

Le Preneur s'engage également à garantir le Bailleur et / ou ses mandataires de toutes les conséquences, notamment pécuniaires, d'une action éventuelle de ses sous-contractants à leur rencontre.

Les charges et conditions du sous-Bail devront être compatibles avec l'ensemble de celles stipulées au Bail principal. En cas d'incompatibilité, ce sont les clauses du Bail principal qui prévaudront.

La durée de la sous location ne pourra excéder la durée restante du présent bail.

Si le loyer de la sous location est supérieur au loyer de la location initiale, le bailleur sera en droit d'exiger du Preneur une augmentation correspondante du loyer principal.

Les locaux forment un tout indivisible et le présent bail ayant été déclaré indivisible au seul bénéfice du preneur, l'autorisation expresse de sous-location partielle éventuellement accordée, ne comporterait en tout état de cause aucune dérogation à l'indivisibilité des locaux et du bail.

#### *5.8 Fusion – Apport partiel d'actif*

En cas de fusion de sociétés ou d'apport partiel d'actif réalisé dans les conditions prévues aux articles L236-22 et L 145-16 du Code de commerce, la société issue de la fusion ou bénéficiaire de l'apport devra prendre l'engagement direct envers le Bailleur, tant pour le paiement du loyer et de ses accessoires que pour l'exécution des conditions du présent bail, afin que le Bailleur puisse exercer tous ses droits et actions, directement contre la société, le tout sous peine de résiliation des présentes.

En cas de fusion au profit d'une société ou en cas d'apport à une société dont la responsabilité des associés est limitée, le Bailleur pourra exiger de chaque associé, la souscription à son profit d'un engagement solidaire personnel ou d'un cautionnement, pour le paiement des loyers et accessoires et l'exécution des conditions des présentes.

En cas de fusion ou de scission de sociétés, en cas de transmission universelle de patrimoine d'une société réalisée dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil ou en cas d'apport d'une partie de l'actif d'une société réalisé dans les conditions prévues aux articles L 236-6-1, L 236-22 et L 236-24 du Code de commerce, la société issue de la fusion, la société désignée par le contrat de scission ou, à défaut, les sociétés issues de la scission, la société bénéficiaire de la transmission universelle de patrimoine ou la société bénéficiaire de l'apport seront substituées à celle au profit de laquelle le Bail a été consenti dans tous les droits et obligations découlant de ce Bail.

## 5.9 Cession du droit au bail

### Cession de bail sans cession de fonds de commerce.

Le Preneur ne pourra céder son droit au présent bail, en totalité ou en partie sans le consentement exprès et écrit du Bailleur, sous peine de nullité de la cession consentie au mépris de la présente clause, et même de résiliation du présent contrat si bon semble au Bailleur. Dans tous les cas, le consentement du Bailleur sera sollicité par le Preneur au moins un mois à l'avance. En outre, le Preneur s'engage à préciser dans sa demande préalable le nom, la dénomination sociale et la nature de l'activité de l'acquéreur.

### Cession de bail comprise dans une cession de fonds de commerce.

Le Preneur pourra céder ou apporter le présent bail, en tant qu'élément de son fonds de commerce, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et celles-ci-dessus édictées.

D'une manière générale en cas de cession du droit au bail, le Preneur cédant sera solidairement tenu avec son cessionnaires de toutes les obligations mises à sa charge par les présentes, et notamment du paiement des loyers et charges à leur échéance, ainsi que de l'entière exécution de toutes les clauses du présent bail .

En conséquence, tous les locataires successifs, même ceux qui ayant cédé leur droit au bail n'occuperaient plus les lieux loués, seront tenus solidairement entre eux à l'égard du Bailleur du paiement des loyers et charges et de l'exécution de toutes les clauses et conditions du bail, de telle sorte que le Bailleur puisse agir contre tous les locataires successifs ou l'un quelconque d'entre eux, tous étant tenus solidairement du tout sans pouvoir opposer le bénéfice de discussion ou de division.

Si la cession du bail commercial est accompagnée d'une clause de garantie du cédant au bénéfice du bailleur, ce dernier informe le cédant de tout défaut de paiement du locataire dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle la somme aurait dû être acquittée par celle-ci (Art L 145-16-1 Code de commerce).

De plus, conformément à l'article L145-16-1 : Si la cession du bail est accompagné d'une clause de garantie du cédant au bénéfice du bailleur, ce dernier informe le cédant de tout défaut de paiement du locataire dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle la somme aurait dû être acquittée par celui-ci .

Le bailleur ne peut invoquer cette clause que durant trois ans à compter de la cession du bail (Article 145-16-2).

Cette clause s'appliquera à tous les cas de cession, sous quelque forme que ce soit, comme à l'apport du droit au bail à toute société de quelque forme que ce soit, que cet apport soit fait à une société nouvelle ou à une société préexistante.

La cession ou l'apport en société devra être réalisé en présence du Bailleur, à moins que celui-ci ait été dûment appelé au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée au Bailleur un mois au moins à l'avance, le tout à peine de nullité. La lettre indiquera les noms, raison sociale, adresse et références du cessionnaire.

La cession ou l'apport sera constaté par acte sous seing privé ou authentique dont une copie sera délivrée sans frais au Bailleur pour lui servir de titre exécutoire contre le ou les cessionnaires.

## **Article 6 ASSURANCE**

Pendant toute la durée du présent bail, le preneur souscrira les polices d'assurance nécessaires contre les risques locatifs, incendie, dégâts des eaux, explosions, calamités naturelles, recours des voisins et des tiers, bris de glaces, tempêtes, ouragans ect...

Le preneur est seul responsable des locaux, matériels, équipements mis à sa disposition aux termes de la présente convention. Il devra pendant toute la durée de la convention faire assurer la chose occupée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et pour une somme suffisante contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant et devra justifier de cette assurance au bailleur. Il devra effectuer sans délai les réparations ou le remplacement des matériels en cas de panne ou de dommage quelle que soit l'origine du dysfonctionnement. Le preneur ne pourra demander aucun remboursement ou indemnité supplémentaire pour les frais occasionnés.

Le preneur sera seul responsable des dommages de toute nature pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. La Métropole AMP ne pourra nullement être recherchée pour les dommages, troubles de jouissance ou nuisances causés aux riverains ou à toute personne physique du fait de la présente occupation des locaux par Le preneur.

De même en cas de défaut d'assurance du preneur contre les risques dont il doit répondre en cette qualité, et un mois après un commandement de s'assurer resté sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit, si bon semble à la Métropole AMP et l'expulsion de l'occupant poursuivi, s'il y a lieu.

Le preneur dégage par la présente convention, le propriétaire de toutes responsabilités en cas d'accident, de dommages, sans aucune exception ni réserve, causés par lui-même ou par autrui. Il s'engage à renoncer à tout recours contre le propriétaire en cas de vol, acte délictueux ou criminel commis dans les lieux occupés. Cette renonciation devra figurer dans la police d'assurance qu'il aura souscrite.

## **Article 7 DEPOT DE GARANTIE**

Il est convenu entre les parties que le dépôt de garantie de 3960 € correspondant à 3 mois de loyer HT versé à la signature du précédent bail, est conservé par le bailleur dans le cadre de la signature du présent contrat.

## **Article 8 ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le preneur fait élection de domicile dans les lieux loués, le bailleur en ses bureaux.

Pour le Preneur

Pour le Bailleur

Métropole Aix Marseille  
Provence

## Décision n° 19/577/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un garage, lot N°1 de la copropriété, situé quai Jean Vérandy lieudit Carro appartenant à la S.C.I. L'Albatros**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du Conseil Municipal de la commune de Martigues instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 8 août 2019 enregistrée sous le n° IA 013 056 19 M 0316 portant aliénation d'un garage, lot N°1 de la copropriété cadastrée CP 432 – CP 47 sise quai Jean Vérandy lieudit Carro, appartenant à la S.C.I. l'Albatros au prix de vente de 50 000 euros.



## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence plan local d'urbanisme depuis le 1er janvier 2018 ;
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues, d'un garage, lot N°1 de la copropriété cadastrée CP 47 – CP 432 sise quai Jean Vèrandy lieudit Carro, classée en zone UAa du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais doit permettre la poursuite de l'opération d'intérêt communal d'aménagement du quartier de Carro.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un garage lot N°1 de la copropriété cadastrée CP 432 – CP 47 sise quai Jean Vèrandy lieudit Carro, appartenant à la S.C.I. l'Albatros ;

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Octobre 2019**

## Décision n° 19/578/D

### **Avenant n°1 au bail 13/1333 - Changement de propriétaire du bien sis ZAC Athelia IV Espace Mistral - 13600 La Ciotat**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 13/158/D du 31 octobre 2013, portant sur la signature d'un bail avec la Société Le Premier Mistral.

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail le 31 octobre 2013 une place de stationnement Lot RCP n°12 sis ZAC Athélia IV – Espace Mistral 13600 La Ciotat, auprès de la Société Le Premier Mistral ;
- Que suite à la vente du bien, la SCI du Devens est venue aux droits de la société Le Premier Mistral ;
- Qu'il y a lieu de signer un avenant n°1 afin d'acter le changement de propriétaire, dans le cadre de la location d'une place de stationnement sis ZAC Athelia IV – Espace Mistral 13600 La Ciotat.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant n°1 avec la SCI du Devens au bail du 1<sup>er</sup> novembre 2013.

### **Article 2 :**

Toutes les autres clauses du bail demeurent inchangées.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 octobre 2019

**Martine VASSAL**



**SELARL PIERONI MIGNON GUZMANN**

*Titulaire d'un Office Notarial*

ATTESTATION

L'Empire  
39 Bd Georges Clémenceau  
83000 TOULON  
Parking Peiresc

TELEPHONE 04 94 22 08 58  
FAX 04 94 09 29 60

Internet-intranet notaires :  
[etude.pieroni-mignon@notaires.fr](mailto:etude.pieroni-mignon@notaires.fr)

<http://pieroni-mignon-guzmann.notaires.fr>

Successeur de Maîtres  
PIERONI, GENCE, GARNIER  
Minutiers depuis 1785

Service immobilier, Transactions,  
Gestion, Expertises

ACTIVITES DE L'ETUDE

Droit de la famille  
de l'immobilier  
de l'entreprise  
& Fiscal

Conseils transmission  
Fiscalité  
Organisation  
& gestion de patrimoine

ETUDE OUVERTE DE  
09H A 12H45 et de 14H A 18H15

FERMEE LE SAMEDI

Membre d'une association agréée.  
Le règlement des honoraires par  
chèque est accepté.

SNC LE PREMIER MISTRAL/IZARD

Vos Réf.

Nos Réf. AMG/SD

Maître Alexandra MIGNON-GUZMANN, notaire membre de la  
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée "PIERONI  
MIGNON GUZMANN, notaire titulaire d'un office notarial" dont le siège  
est à TOULON (Var), L'Empire, 39 Boulevard Georges Clémenceau,

**ATTESTE :**

Qu'aux termes d'un acte reçu par moi, le 21 juin 2018,  
Avec la participation de Maître Jean COULOMB, Notaire à  
AUBAGNE, assistant L'ACQUEREUR,

La société dénommée "**LE PREMIER MISTRAL**", Société en nom  
collectif au capital de CENT EUROS, dont le siège social est à LA CIOTAT  
(13600), ZAC Athélia IV Espace Mistral, 297 avenue du Mistral.

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de  
MARSEILLE 1er arr. et identifiée sous le numéro SIREN 500 076 609.

A vendu à :

La société dénommée "**SCI DU DEVENS**",  
Société civile immobilière au capital de DEUX CENTS EUROS  
(200,00 €), dont le siège social est à GEMENOS (13420), Lou Pebre d'Ail,  
18 allée des Micocouliers.

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de  
MARSEILLE 1er arr. et identifiée sous le numéro SIREN 480 243 583.

La pleine propriété du ou des immeubles ci-après désignés :

LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône)

Les fractions ci-après désignées d'un immeuble en copropriété dénommé ESPACE MISTRAL, ledit ensemble immobilier comprenant un immeuble dénommé " bâtiment A ", élevé de deux étages sur sous-sol et rez-de-chaussée avec 15 parkings en sous-sol et 82 emplacements de stationnement extérieurs, situé à LA CIOTAT (13600), ZAC ATHELIA IV, 297 avenue du Mistral.

Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	CE	0821	AV DU MISTRAL	01 a 53 ca
	CK	0643	297 AV DU MISTRAL	40 a 68 ca
Contenance totale				42 a 21 ca

1- Lot numéro un (1) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeuré ci-annexé, le 7ème de la rangée à gauche de l'entrée des parkings

Etant ici précisé que ce lot a depuis été fermé par la pose de grillages démontables, vers les années 2009/2010

Et les 23 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

2- Lot numéro cinq (5) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeuré ci-annexé, le 3ème de la rangée à gauche de l'entrée des parkings

Et les 21 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

3- Lot numéro sept (7) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeuré ci-annexé, le 1er de la rangée à gauche de l'entrée des parkings

Et les 21 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

4- Lot numéro neuf (9) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeuré ci-annexé, le 7ème de la rangée en face de l'entrée des parkings

Et les 23 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

5- Lot numéro dix (10) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeuré ci-annexé, le 6ème de la rangée en face de l'entrée des parkings

Et les 23 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.





6- Lot numéro douze (12) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un parking figurant en teinte orange sur le plan du sous-sol demeure ci-annexé, le 4ème de la rangée en face de l'entrée des parkings

Et les 20 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

7- Lot numéro dix-huit (18) - Dans le Bâtiment A, au sous-sol, un bureau avec sanitaires, figurant en teinte verte sur le plan du sous-sol, au Sud de la cage d'escaliers.

Et les 473 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

Et les 479/1.000 èmes des charges particulières de l'escalier du sous-sol.

8- Lot numéro trente-quatre (34) - A l'extérieur, un emplacement de stationnement, le premier de la rangée, d'Est ou Ouest, le long de la clôture au Nord, tel qu'il figure en teinte orange sur le plan de masse.

Et les 8 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

9- Lot numéro trente-cinq (35) - A l'extérieur, un emplacement de stationnement, le deuxième de la rangée, d'Est ou Ouest, le long de la clôture au Nord, tel qu'il figure en teinte orange sur le plan de masse.

Et les 8 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

10- Lot numéro trente-six (36) - A l'extérieur, un emplacement de stationnement, le troisième de la rangée, d'Est ou Ouest, le long de la clôture au Nord, tel qu'il figure en teinte orange sur le plan de masse.

Et les 8 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

11- Lot numéro cent un (101) - A l'extérieur, un emplacement de stationnement, le sixième de la 2ème rangée, du Sud au Nord, en face de la façade Est du bâtiment A, tel qu'il figure en teinte orange sur le plan de masse.

Et les 9 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

12- Lot numéro cent deux (102) - A l'extérieur, un emplacement de stationnement, le dernier de la 2ème rangée, du Sud au Nord, en face de la façade Est du bâtiment A, tel qu'il figure en teinte orange sur le plan de masse.

Et les 9 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

13- Lot numéro cent dix-sept (117) - Au rez-de-jardin ou sous-sol, un dégagement, tel qu'il figure sous teinte orange sur le plan du rez-de-jardin demeuré ci-annexé.

Etant ici précisé que ce dégagement a été intégré au lot n° 18 en nature de bureau

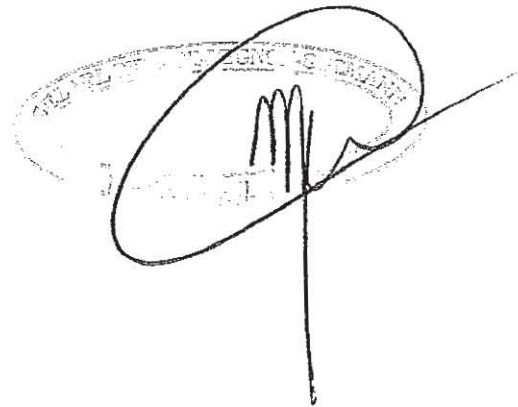
Et les 87 / 10.000 èmes des parties communes générales de l'immeuble.

L'entrée en jouissance ayant été fixée au jour de l'acte.

En foi de quoi, j'ai délivré la présente attestation établie sur deux pages, destinée à valoir et servir ce que de droit.

A TOULON,  
Le 21 juin 2018.

Maître Alexandra MIGNON-GUZMANN

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' and 'G' followed by a long vertical line, is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAÎTRE ALEXANDRA MIGNON-GUZMANN' and 'NOTAIRE'.

## Décision n° 19/579/D

### **Mise à disposition au profit du service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse d'un bâtiment sis sur la parcelle BC 366 rue Philippe de Girard à Pertuis**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse est chargé de nombreuses missions, de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies, de la préparation des mesures de sauvegarde et d'organisation des moyens de secours mais aussi de la protection des personnes, des biens ;
- Qu'afin de mener au mieux l'ensemble de ces missions, il est nécessaire que le service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse réalise des exercices entraînements ;
- Que le service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise à disposition du bâtiment sis sur la parcelle BC366, rue Philippe de Girard à Pertuis étant inoccupé et voué à la destruction ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend y répondre favorablement.



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la conclusion entre Métropole Aix-Marseille-Provence / Service Départemental d'incendie et de secours de Vaucluse d'une convention pour la mise à disposition à titre gratuit du bâtiment sis sur la parcelle BC 366 rue Philippe de Girard à Pertuis au profit du service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse.

### **Article 2 :**

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuite pour une durée d'un an, renouvelable le cas échéant.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/580/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons d'un bien situé route de la Télévision, La Caillole 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré AN 69 et 94 appartenant à Madame Bonfillon Roseline.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons en date du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération URB 013-3852/18 CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération EPPS 004-245/14/CC du 26 juin 2014 du conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux communes membres ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19M0135 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 30 août 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AN 69 et 94 sise route de la Télévision, La Caillole 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Bonfillon Roseline.

### **CONSIDÉRANT**

- Que le bien est situé en zone UD1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans la cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AN 69 et 94 d'une contenance de 90m<sup>2</sup> et 215m<sup>2</sup> sise route de la Télévision, La Caillole 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Bonfillon Roseline.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Octobre 2019**

## Décision n° 19/581/D

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de Marseille Habitat d'un immeuble situé au 37 rue d'Aubagne 1er arrondissement cadastré 803 B 94 appartenant à la SARL Meyer Investissement.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4<sup>ème</sup> quartiers blancarde et Cinq Avenues, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19M0409 reçue en mairie de Marseille le 5 aout 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 803 B 94 sise 37 rue d'Aubagne Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à SARL Meyer Investissement.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 803 B 94 d'une contenance cadastrale de 171m<sup>2</sup>, située au 37 rue d'Aubagne, Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SARL Meyer Investissement

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/582/D

**Prise à bail de locaux de bureaux Immeuble les Docks 10.5 - 10 Place de la Joliette, 13002 Marseille et d'un emplacement de stationnement 35 Bd Dunkerque, 13002 Marseille**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDERANT

Que la circulaire du 25 novembre 1985 prévoit que les collectivités et leurs établissements publics de coopération intercommunale sont tenus d'octroyer des locaux aux organisations syndicales ;

Que la location de surfaces de bureaux au sein de l'immeuble les Docks 10.5 - 10 Place de la Joliette, 13002 Marseille ainsi que d'un emplacement de stationnement au sein du parc sis 35 Boulevard de Dunkerque, 13002 Marseille permettrait de répondre à cette obligation ;

Que par conséquent, il est proposé de signer un bail avec la société Joliette bâtiments SAS représentée par son Président, la société Amundi Immobilier, pour une location à compter de la signature du bail dans les conditions suivantes :

**Désignation :**

- Au sein de l'immeuble sis 10 Place de la Joliette, 13002 Marseille : un local, numéroté lot n° 43 inclus, situé au 2ème étage, atrium 10.5, section 12 de l'immeuble, à destination de bureaux, d'une surface utile brute locative de 243,1 m<sup>2</sup>, quote-part de parties communes incluse,
- Au sein du parc sis 35 Bd de Dunkerque : un emplacement de stationnement situé au niveau 0 du parc de stationnement, numéroté 0100.

**Durée :**

9 ans ferme à compter du 1er octobre 2019.

Le preneur renonce expressément à sa faculté de donner congé à l'expiration de chacune des périodes triennales du bail, qui dès lors est conclu pour une durée ferme et définitive de 9 ans. Le preneur ne pourra signifier son congé que pour la date d'expiration du bail sous réserve de signifier son congé au moins six mois à l'avance.

**Prix :**

- Loyer : le loyer initial global, forfaitaire et annuel hors charges et hors taxes est fixé à la somme de 54 267 euros décomposée comme suit : 52 267 euros concernant le lot n°43 à usage de bureaux et 2 000 euros concernant l'emplacement de stationnement n° 0100.

Franchise : le bailleur consent au preneur une franchise de 9 mois à compter de la date de prise d'effet du bail et répartie comme suit : 1 mois pendant les 9 années fermes d'engagement.

- Charges : la provision annuelle pour charges des bureaux s'élève à 12 366,50 euros. La provision annuelle pour charges de l'emplacement de stationnement s'élève à 330 euros.

- Dépôt de garantie : le dépôt de garantie correspond à trois mois de loyer hors taxes, hors charges et hors imposition soit 13 566, 75 euros.

**CONSIDERANT**

- Que la signature d'un bail commercial avec la société Joliette bâtiments SAS à compter du 1er octobre 2019 pour une durée de 9 ans pour les locaux situés 10 place de la Joliette, 13002 Marseille et 35 Bd de Dunkerque, 13002 Marseille permettrait de répondre à cette obligation.

**DECIDE****Article 1 :**

Est signé un bail commercial avec la société Joliette Bâtiments SAS, à compter du 1er octobre 2019 pour une durée de 9 ans pour les locaux sus mentionnés.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Sous-Politique A130 – Nature 6132 – Fonction 020.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 3 Octobre 2019**



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR  
ET DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
16, RUE BORDE  
13357 MARSEILLE CEDEX 20  
TÉLÉPHONE : 04.91.17.91.17  
DRFIP13@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

**POUR NOUS JOINDRE :**

Division des Missions Domaniales  
Pôle d'Evaluations Domaniales  
16, RUE BORDE  
13357 MARSEILLE CEDEX 20  
Affaire suivie par : Jean-Pierre Dromard  
Téléphone : 04 91 09 60 88  
jean-pierre.dromard@dgfip.finances.gouv.fr  
Ref : AVIS n° 2019-202L1781

Métropole Aix-Marseille Provence  
BP 48014  
13567 Marseille cedex 02

## AVIS du DOMAINE sur la VALEUR LOCATIVE

**DÉSIGNATION DU BIEN :** Bureaux.

**ADRESSE DU BIEN :** 10, place de La Joliette et 35 bd de Dunkerque, 13002 Marseille.

**1 - SERVICE CONSULTANT :** Métropole Aix-Marseille Provence.

*Affaire suivie par : Madame Halvick.*

**2 - Date de consultation** : 16/07/2019  
**Date de réception** : 07/08/2019  
**Date de constitution du dossier « en état »** : 07/08/2019

### 3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE — DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Prise à bail pour une durée de 9 ans ferme. Les Docks, section 12, Atrium 10.5.

### 4 - DESCRIPTION DU BIEN

Lot n°43 : un local à usage de bureaux, au 2<sup>ème</sup> étage, d'une SUB de 243,1 m<sup>2</sup>.  
Un emplacement de stationnement.

Loyer demandé : 52 267 HC /HT. Parking : 2 000 €/an.  
Franchise de loyer de neuf mois.

### 5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : SAS JOLIETTE BATIMENTS.

## **6 - DÉTERMINATION DE LA MÉTHODE**

Par comparaison.

## **Estimations antérieures**

Sans.

## **7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE**

Le loyer demandé, de 52 267 HC /HT, avec franchise de loyer de neuf mois, n'appelle pas d'observation.

Parking :

Le loyer de 2 000 € HC/HT/an n'appelle pas d'observation.

## **8 – DURÉE DE VALIDITÉ**

12 mois.

## **9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES**

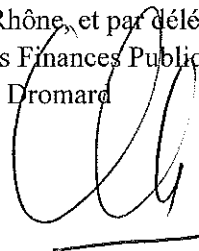
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

*A Marseille, le 11/09/2019*

Pour l'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Régional des Finances Publiques de  
Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département  
des Bouches-du-Rhône, et par délégation,  
L'inspecteur des Finances Publiques,  
J.P. Dromard



## Décision n° 19/583/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants sans droit ni titre de la Zone d'Aménagement Concertée de la Bertoire II à Lambesc**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat du 11 septembre 2019 réalisé par Maître Nicolas Dibon, huissier de justice, constatant l'occupation sans droit ni titre d'une parcelle appartenant à la Métropole et située dans la zone d'aménagement concertée de la Bertoire 2, à Lambesc.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par Maître Christian Baillon-Passe - 49 rue de la Paix Marcel Paul - 13001 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/584/D

### Avenant de transfert au bail n° 16/0300 du 11 juillet 2016 - Balthazar - 2 Quai d'Arenc - 13002 Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial n° 16/0300 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Le Balthazar du 11 juillet 2016 pour des locaux commerciaux situés l'immeuble le Balthazar, 2 Quai d'Arenc 13002 Marseille.

#### CONSIDÉRANT

- Que le 25 juin 2019, la société SCI Le Balthazar, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 751 256 413, a fait apport, à titre de fusion par voie d'absorption, de l'immeuble sis 2, Quai d'Arenc 13002 Marseille, à sa société mère, AGLM Immo, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille sous le numéro SIREN 817 487 077 ;
- Qu'il y a lieu de signer un avenant de transfert pour acter le changement de propriétaire des locaux.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence prend acte que AGLM Immo est le propriétaire du bien sis 2, quai d'Arenc 13002 Marseille.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Octobre 2019**

## Décision n° 19/585/D

### Convention de mise à disposition à titre gratuit avec la Ville de Cassis - Salle la Rotonde

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réunion des DGS de la Métropole, le 3 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a sollicité le centre des Congrès Oustau Calendal de la Ville de Cassis pour la location de sa salle la « Rotonde » ;
- Qu'il y a lieu de signer une convention de mise à disposition à titre gratuit avec la Ville de Cassis pour la location de la salle la Rotonde au Centre des Congrès Oustau Calendal pour la journée du 3 octobre 2019.

#### DECIDE

##### Article 1 :

De signer une convention de mise à disposition à titre gratuit, pour la journée du 3 octobre 2019 avec la Ville de Cassis pour la location de la salle la Rotonde.

##### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 8 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/586/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Tiger'S House**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé déposée par la SARL Tiger's House devant le Tribunal Administratif de Marseille le 23 septembre 2019 (n° 1908073-11) demandant à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire installer une cuisine modulaire et de réaliser les travaux de remise en état du bâtiment occupé par la requérante.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi-Catsicalis-Peltier Avocats, 15 avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi-Catsicalis-Peltier Avocats pour représenter la Métropole-Aix Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/587/D

**Decision d'ester en justice-Désignation de MCL Avocats, au fins de représenter la Métropole Ai-Marseille-Provence devant la Cour Administrative de Marseille dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA03974 présentée par Madame Rigal et consorts devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1705526 rendu le 11 juin 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille, d'autre part, à l'annulation partielle de la délibération de la commune du Puy Sainte Réparate, du 9 février 2017, portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate, et enfin, à ce qu'une somme de 2000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n°19MA03975 présentée par la SCI Willy Jimmy devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement n°1705526 rendu le 11 juin 2019 par le Tribunal Administratif de Marseille, d'autre part, d'annuler la délibération de la commune du Puy Sainte Réparate, du 9 février 2017, portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate, et enfin, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par MCL Avocats – Immeuble le Vénitien 27 Boulevard Charles Moretti 13014 Marseille.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à MCL Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/588/D

**Décision d'ester en justice. Désignation de Parme Avocats aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1903535 présentée par l'Association Pentop devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation des délibérations n°URB006-4624/18/CM et n°URB009-4627/18/CM du 18 octobre 2018 par lesquelles le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les modifications n°1 et n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence, et d'autre part, à ce qu'une somme de 5000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n°1904957 présentée par Monsieur Patrick Faucher, Madame Marie-Bénédicte Chuffart, la SCI Faber devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la délibération n°URB009-4627/18/CM du 18 octobre 2018 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix en Provence, et d'autre part, à ce qu'une somme de 2500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;

- La requête n°1904957 présentée par Madame Carine Delanoé-Mayade devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite du 11 mars 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence de refus d'abrogation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence, en tant qu'il maintient le classement de la parcelle de Madame Carine Delanoé-Mayade en zone A, et d'autre part, à ce qu'une somme de 1500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par Parme Avocats – 12 boulevard Courcelles 75017 Paris.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/589/D

### Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Meyreuil - propriété sis Le château 13590 Meyreuil

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Meyreuil du 27 juin 2013 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M0068 reçue en mairie de Meyreuil le 17 septembre 2019 portant aliénation d'une propriété sise le château – 13590 Meyreuil.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain relatif à la Déclaration d'intention d'aliéner une propriété sise le château – 13590 Meyreuil (DIA n°19M0068) est délégué à la commune de Meyreuil.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/590/D

**Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé au 14 rue Henri Messerer à Marseille 1er arrondissement cadastré 806 C 171 appartenant à la SCI 80/20.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;



- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0433 reçue en mairie de Marseille le 19 août 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 806 C 171 sise 14, rue Henri Messerer à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI 80/20.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m<sup>2</sup> de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 806 C 171 d'une contenance de 33m<sup>2</sup>, située au 14, rue Henri Messerer à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement appartenant à la SCI 80/20.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Octobre 2019**

## Décision n° 19/591/D

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat de biens et droits immobiliers situés au 87, rue de Rome à Marseille 6ème arrondissement cadastré 827 A 63 appartenant aux consorts Charpentier.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4<sup>ème</sup> quartiers Blancarde et Cinq Avenues, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 206 19 M0298 reçue en mairie de Marseille le 12 août 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 827 A 63 sise au 87 rue de Rome, Marseille 6ème arrondissement appartenant aux Consorts Charpentier.

### **CONSIDÉRANT**

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 827 A 63 d'une contenance de 118m<sup>2</sup>, située au 87 rue de Rome Marseille 6ème arrondissement appartenant aux consorts Charpentier.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 10 Octobre 2019**

## Décision n° 19/592/D

### **ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 14ème arrondissement - Convention de participation constructeur passée avec la SNC Marignan Résidences**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 04/1150/TUGE du 13 décembre 2004 approuvant le dossier de création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe ;
- La convention de concession passée avec la SAEML Marseille Aménagement (devenue SOLEAM) approuvée par le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°06/0893/TUGE en date du 2 octobre 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 06/1064/TUGE du 13 novembre 2006 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'opération de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019

## **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC des Hauts de Sainte Marthe s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le terrain d'assiette du programme immobilier est situé dans le périmètre de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, en secteur UzmBms du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville de Marseille ;
- Que la SNC Marignan Résidence est propriétaire de la parcelle cadastrée 893H94p1 d'une superficie de 4180m<sup>2</sup> sur la Commune de Marseille, Quartier Sainte Marthe, ilot 27 sud, sur laquelle elle souhaite construire 4862m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC en application de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que le constructeur SNC Marignan Résidence a déjà participé au coût des équipements publics de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans le cadre de la convention de participation conclue le 31 juillet 2007 entre la Ville de Marseille et la Société Marignan Habitat (devenue la SNC Marignan Résidence) où il a été convenu que la participation au coût des travaux de réalisation des équipements publics induits par la ZAC et prise en charge par la société Marignan Habitat prendra la forme de la cession à la Ville de Marseille ou à son Aménageur, à l'euro symbolique, des terrains propriétés de la Société Marignan Habitat formant les îlots 25 et 28 du périmètre de la ZAC ainsi que les emprises des équipements publics, soit 87 851m<sup>2</sup>.
- Qu'un protocole d'accord, conclu en date du 21 juillet 2015, a organisé la mise en œuvre de la convention initiale et a été prorogé par avenant le 18 décembre 2018.
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le constructeur conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par la SOLEAM ;
- Que le terrain d'assiette, objet de la demande de permis de construire n°013 055 18 00995PO, fait partie des parcelles détenues ab initio par la SNC Marignan Résidence et est donc inclut dans la convention de participation conclue le 31 juillet 2005, objet du protocole d'accord du 21 juillet 2015 prorogé par avenant le 18 décembre 2018.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de participation constructeur ayant pour objet de constater que le constructeur a déjà participé au coût des équipements publics de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans le cadre d'une convention de participation signée le 31 juillet 2007 mise en œuvre par protocole d'accord du 21 juillet 2015 prorogé par avenant le 18 décembre 2018 .

**Article 2 :**

Est confirmé que la demande de permis de construire s'inscrit dans le cadre de la convention initiale, du protocole d'accord et de son avenant.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**ZAC DES HAUTS DE SAINTE MARTHE  
13014 MARSEILLE**

**Convention de Participation Constructeur  
SNC MARIGNAN RESIDENCES  
ILOT 27 SUD**

**ENTRE :**

**LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE**, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

**D'une part,**

**Et :**

La **SNC MARIGNAN RESIDENCES**,

Ci après dénommée « MARIGNAN »,

Venant aux droits de la SNC MARIGNAN HABITAT

La Société dénommée **MARIGNAN** (ex SNC MARIGNAN RESIDENCES), Société par Actions Simplifiée au capital de 12.000.000 €, dont le siège social est à Levallois-Perret (92300), 4 Place du 8 Mai 1945, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro SIREN 438 357 295.

Ladite société est représentée à la présente Convention par Monsieur Anthony SERRA agissant en qualité de Directeur de l'Agence de Marseille en vertu d'une délégation particulière de pouvoir en date du 20 février 2019, conférée par Madame Frédérique MONICHON, en tant que Directeur Général Adjoint Habitat, agissant elle-même en vertu d'une délégation en date du 13/02/19 qui lui a été consentie par Monsieur Jean-Philippe BOURGADE, en sa qualité de Président de MARIGNAN, dont l'original est demeuré ci-après annexé aux présentes.

**D'autre part,**

**Et :**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement en date du 13 octobre 2006, la **SOCIETE LOCALE D'EQUIPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE L'AIRE MARSEILLAISE (SOLEAM)**, société Anonyme au capital de 5.000.000,00 € ayant son siège social à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement, Bouches du Rhône) Mairie – Hôtel de ville et son siège administratif au 49, La Canebière - 13232 Marseille Cedex 1. Inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Marseille, sous le numéro SIREN 524460888, représentée aux présentes par Monsieur Jean-Yves MIAUX, Directeur Général en vertu d'une délégation de pouvoirs donnée par le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 juin 2014.

Ci-après dénommée « la SOLEAM » ou « l'Aménageur ».

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**



laquelle il souhaite construire 4.862 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP). Ce terrain est situé dans le périmètre de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

- La présente convention porte sur le versement de la participation financière du Constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L.311.4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme résultant de la loi « SRU » du 13 Décembre 2000 et de son décret d'application N° 2001.261 du 27 Mars 2001.
- Cette convention doit être passée entre la Métropole et le Constructeur conformément à l'article L 311.4 susvisé.

## **2 – Historique de l'opération de la SNC MARIGNAN RESIDENCE objet de la demande de permis de construire.**

- Dans le périmètre de la ZAC DES HAUTS DE SAINTE MARTHE, la Société MARIGNAN HABITAT était initialement propriétaire de terrains d'une surface totale de 175 989 m<sup>2</sup> environ correspondant aux îlots 4, 24, 25, 26, 27 et 28.
- La Ville de MARSEILLE, autorité concédante, a accepté que la Société MARIGNAN HABITAT développe un programme de 56.809 m<sup>2</sup> de SHON dont 759 m<sup>2</sup> de SHON d'activités sur une partie du terrain, suivant le projet suivant :
  - Sur l'îlot 4, d'une superficie de 27.113 m<sup>2</sup> : des immeubles collectifs et des maisons (SHON de 5.700 m<sup>2</sup>).
  - Sur l'îlot 24, d'une superficie de 7.385 m<sup>2</sup> : des immeubles collectifs (SHON de 4.275 m<sup>2</sup>).
  - Sur l'îlot 26 d'une superficie de 24 640 m<sup>2</sup> : SHON de 18 192 m<sup>2</sup> répartie comme suit :
    - OUEST : immeubles collectifs (SHON de 9.500 m<sup>2</sup>) et d'activités (142 m<sup>2</sup>) ;
    - EST : immeubles collectifs (SHON de 8.550 m<sup>2</sup>).
  - Sur l'îlot 27, d'une superficie de 28.999 m<sup>2</sup> : SHON de 28.642 m<sup>2</sup> répartie comme suit :
    - NORD-OUEST : immeubles collectifs (SHON de 9.975 m<sup>2</sup>) et d'activités (SHON de 475 m<sup>2</sup>) ;
    - NORD-EST : immeubles collectifs (SHON de 7.600 m<sup>2</sup>) et activités (SHON de 142 m<sup>2</sup>) ;
    - SUD : immeubles collectifs (SHON de 10.450 m<sup>2</sup>).
- La Ville de MARSEILLE a en outre souhaité devenir propriétaire du reste des terrains, correspondant aux îlots n°25 et n°28, pour y réaliser notamment les équipements publics prévus au dossier de réalisation de la ZAC DES HAUTS DE SAINTE MARTHE et approuvé par le Conseil Municipal.
- Concernant la participation au coût des équipements publics de la Société MARIGNAN HABITAT, prévue par l'article L 311-4 du code de l'urbanisme, celle-ci a été fixée à un montant de 118 euros/m<sup>2</sup>, soit un montant total de 6.703.462 euros correspondant au programme de 56.809 m<sup>2</sup> de SHON développé par la Société MARIGNAN HABITAT sur les îlots n°4, n°24, n°26 et n°27.
- **Par une convention de participation, conclue le 31 juillet 2007 entre la Ville de MARSEILLE et la Société MARIGNAN HABITAT** sur le fondement de l'article L 311-4



#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :**

La présente convention a pour objet de confirmer, en application des dispositions sus-rappelées, le Constructeur a déjà participé au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

Les parties entendent confirmer que la demande de permis de construire sur la parcelle 893 H 94p1 s'inscrit bien dans le cadre de la convention de participation en date du 31 juillet 2007 dont la mise en œuvre a été organisée par le protocole du 21 juillet 2015 à effet prolongé jusqu'au 18 décembre 2020.

#### **ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :**

La présente convention concerne le terrain situé sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désigné :

Cadastré, **Quartier Sainte Marthe, H 94p1**  
Superficie totale : **4180 m<sup>2</sup>**  
**Sis avenue du parc Mongolfier - 13014 Marseille.**

#### **ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :**

Le pétitionnaire souhaite réaliser ou faire réaliser sur ce terrain sur lequel il est titré 76 logements, correspondant à environ 4862 m2 de surface de plancher.

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR :**

**4.1.** Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC des Hauts de Sainte Marthe. De ce fait, le Constructeur accepte de soumettre les constructions qu'il réalisera à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont il reconnaît avoir pris connaissance pour avoir été remis par la SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.

**4.2.** Le Constructeur déclare se soumettre également, pour celles qui lui sont applicables aux clauses et conditions figurant au cahier des charges de cession de terrain (CCCT) de la ZAC et à ses annexes techniques, dont il a eu communication dont notamment la Charte Qualité Environnementale de la ZAC et la note de Cadrage Hydraulique.

**4.3.** Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de la SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.

**4.4.** Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.



**ARTICLE 5 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU  
CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :**

**5.1** Les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, joint au dossier de réalisation actualisé dans le cadre du dossier de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRACL) arrêté au 31 décembre 2016 fait apparaître un montant total de **64 239 773 € HT** imputable au titre des études et dépenses générales d'aménagement, voirie et réseaux à engager par la SOLEAM, aménageur, pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers des constructions qui seront édifiées dans la ZAC.

**5.2** Comme cela résulte du préambule, au titre de sa participation aux équipements publics de la ZAC, le Constructeur a déjà versé à l'Aménageur, le montant de sa participation sous forme de cession de terrain, pour un montant de 6.703.462 euros.

En considération du programme de construction visé à l'article 3 ci-dessus correspondant à **4862 m<sup>2</sup>** de SDP, sera à imputer sur le solde des 56.809 m<sup>2</sup> de droits à construire sur lesquels la participation versée par le constructeur a été calculée.

**5.3.** Le nombre définitif de m<sup>2</sup> de SDP à imputer sur l'opération ayant fait l'objet de la convention de participation en date du 31 juillet 2007 sera calculé sur la base de la surface de plancher effectivement autorisée, dans le cas d'une modification mineure du programme prévisionnel, par le ou les permis de construire obtenus par le Constructeur.

**5.4.** Pour le cas où le Constructeur obtiendrait un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'un nombre d'une surface de plancher différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

**ARTICLE 6 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION :**

Sans objet

**ARTICLE 7 : GARANTIE DU PAIEMENT DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA  
PRESENTE CONVENTION**

Sans objet

**ARTICLE 8 : MUTATION/TRANSFERT :**

Avant toute cession ou transfert de propriété, et d'une manière générale en cas de transfert de permis de construire, le Constructeur devra informer par écrit la Métropole Aix-Marseille Provence et la SOLEAM.

Dans le cas où le Constructeur vendrait à un tiers, après information de la Métropole Aix-Marseille Provence et la SOLEAM tout ou partie de l'unité foncière désignée à l'article 2 et les constructions éventuelles s'y trouvant, il s'engage à faire insérer dans l'acte de vente l'engagement de son acquéreur de reprendre à son compte, et de les transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention auxquelles il n'aurait pas déjà été satisfait.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 Juillet 1965, ni en cas de vente d'immeubles à construire.

**Décision n° 19/593/D**

**Avenant de transfert au bail n° 16/0786 du 21 décembre 2016 - Le Balthazar 2  
quai D'arenc 13002 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le bail commercial n° 16/0786 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Le Balthazar en date du 21 décembre 2016 pour un local commercial situé au RDC Sud de l'immeuble le Balthazar, 2 Quai d'Arenc 13002 Marseille.

**CONSIDÉRANT**

- Que le 25 juin 2019, la société SCI Le Balthazar, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro SIREN 751 256 413, a fait apport, à titre de fusion par voie d'absorption, de l'immeuble sis 2, Quai d'Arenc 13002 Marseille, à sa société mère, AGLM IMMO, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille sous le numéro SIREN 817 487 077 ;
- Qu'il y a lieu de signer un avenant de transfert pour acter le changement de propriétaire des locaux.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant de transfert au bail du 21 décembre 2016 prenant acte que AGLM IMMO est le propriétaire du bien sis 2, quai d'Arenc 13002 Marseille.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/594/D

### **ZAC de Vallon de Regny - Marseille 9ème arrondissement - Convention de participation constructeur passée avec l'association Association Régionale pour l'intégration -**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 05/0564/TUGE du 20 juin 2005 approuvant le dossier de création de la ZAC de Vallon de Regny ;
- La convention de concession passée avec Marseille Aménagement (devenue par la suite SOLEAM) approuvée par le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n° 07/0243/TUGE du 19 mars 2007 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de Vallon de Regny ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille n°10/0047/DEVD du 8 février 2010 approuvant l'exonération du paiement des participations constructeurs au bénéfice de l'Association Régionale pour l'Intégration (ARI) dans le cadre de la réalisation d'une Maison d'Accueil spécialisée dans le périmètre de la ZAC de Vallon de Regny ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FTCT008-1420/15/CC du 23 octobre 2015 et l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, transférant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 l'opération de la ZAC de Vallon de Regny à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la ZAC de Vallon de Regny s'inscrit dans les opérations de compétence métropolitaine ;
- Que la SOLEAM est chargée, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que la Ville de Marseille a décidé au moment du dossier de création de la ZAC d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que le Conseil Municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0047/DEVD du 8 février 2010 l'exonération du paiement des participations constructeurs au bénéfice de l'Association Régionale pour l'Intégration (ARI) dans le cadre de la réalisation d'une Maison d'Accueil Spécialisée dans le périmètre de la ZAC de Vallon de Regny ;
- Que l'association ARI a obtenu un permis de construire n°13055 11 0097 délivré le 22 novembre 2011 pour la réalisation d'une Maison d'Accueil Spécialisée d'une surface de 2 554 m<sup>2</sup> de surface de plancher sur la parcelle n°853 L 46. Ce permis a fait l'objet d'un modificatif n°1 délivré le 10 octobre 2012 sans changement de surface de plancher et d'un modificatif n°2 délivré le 24 janvier 2014 portant la surface de plancher à 2 636 m<sup>2</sup> ;
- Que l'association ARI a déposé le 3 juillet 2019 un permis de construire n°13055 19 00558 pour des travaux sur constructions existantes et une extension de 55 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Que la convention porte sur l'exonération de la participation financière de l'association ARI, au coût des équipements publics ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SOLEAM et le constructeur conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme.

### **DÉCIDE**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de participation, conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, constatant l'exonération, pour l'association ARI, de participation financière aux coûts des équipements publics pour les travaux sur constructions existantes objet de la demande de permis de construire n°130055 19 00558 PO.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019**

**ZAC VALLON-REGNY  
13009, MARSEILLE**

**Convention de Participation Constructeur aux Équipements Publics**

**ARI  
PC n° 0130551900558 P0**

**(Aménagement de la Maison d'Accueil Spécialisée "Un toit pour moi")**

**ENTRE :**

**LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE**, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, habilitée à cet effet par procès-verbal du Conseil de Métropole FAG 001-4256/18 CM, en date du 20 septembre 2018,

Ci-après désignée par « La Métropole »

**D'une part,**

**Et :**

**L'Association Régionale pour l'Intégration des Personnes en situation de handicap ou en difficultés (ARI)**, association dont le siège social est situé 26 rue St Sébastien 13006 Marseille, dont le numéro SIRET est le 33435347100264, représentée par son **Président, Jacques PANTOLONI**,

Ci-après désigné « le Constructeur »,

**D'autre part,**

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement signée le 22 mai 2006, **la SOLEAM**, Société Publique Locale au capital de 5 000 000 Euros, dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de la Ville de Marseille et les bureaux au 49 la Canebière 13001 Marseille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 524 460 888, représentée par son **Directeur Général, Jean-Yves MIAUX**, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société, en date du 26 juin 2014,

Ci-après dénommée « SOLEAM » ou « l'Aménageur »,



## **Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

- La ZAC de Vallon-Regny a été créée par décision du conseil municipal n°05/0564/TUGE du 20 Juin 2005,
- Par délibération n° 06/0205/TUGE du 27 Mars 2006 et notifiée le 22 Mai 2006, la Ville de Marseille a confié à Marseille Aménagement devenue depuis la SOLEAM, la concession d'aménagement de cette opération,
- Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n°S FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire,
- Le dossier de réalisation de la ZAC de Vallon Regny a été approuvé par décision du conseil municipal n° 07/0243/TUGE du 19 mars 2007, se composant notamment du programme global de constructions, du programme des équipements publics et des modalités prévisionnelles de financement,
- En date du 28 décembre 2015, Monsieur Le Préfet des Bouches du Rhône a pris un arrêté portant transfert à La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours sur la commune de Marseille, dont la concession de Vallon Regny,
- A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Vallon-Regny relève de la compétence de Aix Marseille Métropole,
- Conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, le coût des équipements publics sera à la charge de l'aménageur pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone,
- Toutefois, il est prévu de laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération à condition qu'elle s'inscrive dans le programme de la ZAC, par la signature d'une convention de participation avec la Métropole et dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le Programme des Equipements Publics d'une part, et de la réglementation d'urbanisme applicable d'autre part,
- Par décision du conseil municipal n°10/0047/DEVD du 08/02/2010, il est en outre décidé que les équipements réalisés par l'association ARI dans le cadre de la réalisation d'une Maison d'Accueil Spécialisée à destination de personnes en situation de handicap, sur des terrains non acquis auprès de l'aménageur, sont exonérés de participation constructeur aux équipements publics de la ZAC de Vallon Regny,

La présente convention porte donc sur le versement de la participation financière du Constructeur au coût des équipements publics de la ZAC pour l'extension des locaux de la Maison d'Accueil Spécialisée « un Toit pour moi » à destination de personnes en situation de handicap, en application de l'article L 311.4 dernier alinéa du Code de l'Urbanisme modifié par la loi « ELAN » n°2018-1021 du 23 novembre 2018 – art 9.

Cette convention doit être passée entre la Métropole et le Constructeur conformément à l'article L 311.4 susvisé.

## **Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Constructeur participe au coût des équipements publics inscrits au programme des équipements publics de la ZAC de Vallon-Régny et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation de l'opération d'aménagement réalisée par la société Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, concessionnaire de la ZAC.

## **ARTICLE 2 : DESIGNATION DU TERRAIN CONCERNE :**

La présente convention concerne le terrain situé sur le territoire de la Commune de Marseille ainsi désigné : **Parcelle cadastrée 853 L 46 pour une surface totale de 7 540 m<sup>2</sup>, sise 11 Avenue de Grand Pré (Ancien Chemin de Cassis), 13009 Marseille**

## **ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION :**

Le programme de construction du Constructeur tel que figurant dans le dossier de demande de permis de construire consiste en **l'aménagement de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) « un toit pour moi » située à 11 avenue de Grand Pré 13009 MARSEILLE, consistant en une extension de 55 m<sup>2</sup> SDP.**

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR :**

**4.1.** Le Constructeur accepte toutes les conséquences juridiques, administratives et financières résultant de l'inclusion du terrain susvisé à l'article 2 dans la ZAC de Vallon Régny.

De ce fait, le Constructeur accepte de soumettre les constructions qu'il réalisera à l'ensemble des droits et obligations résultant des documents organiques de la ZAC dont il reconnaît avoir pris connaissance pour avoir été remis par SOLEAM, aménageur de la ZAC, notamment le document d'urbanisme applicable et son règlement, ainsi qu'aux servitudes afférentes.

**4.2.** Le Constructeur devra obtenir l'accord préalable de SOLEAM sur ses propres projets concernant notamment ses réseaux, voirie intérieure, ses espaces libres et ses objectifs environnementaux afin que celui-ci puisse notamment s'assurer du respect des dispositions prévues au document d'urbanisme applicable.

**4.3.** Le Constructeur déclare d'ores et déjà avoir parfaite connaissance des documents visés ci-dessus pour en avoir eu copie avant les présentes.

## **ARTICLE 5 : EXONERATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS :**

**5.1 Conformément à la décision du conseil municipal n°10/0047/DEVD du 08/02/2010, le Constructeur est exonéré de participation financière au coût des équipements publics, étant entendu que les constructions sont destinées à être affectées à un établissement accueillant des personnes en situation de handicap.**

**5.2.** Pour le cas où le Constructeur obtiendrait un ou plusieurs permis de construire, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'un nombre d'une SDP différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis, un avenant à la présente convention serait nécessaire.

## **ARTICLE 6 : CADUCITE DE LA CONVENTION :**

En cas de péremption du permis de construire par application des articles R 424-17 à R424-20 du Code de l'Urbanisme, et abandon de l'opération, la présente convention sera considérée comme caduque.

## **ARTICLE 7 : LITIGES :**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

## **ARTICLE 8 : FRAIS :**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge du Constructeur qui s'y oblige.

---

## **ANNEXES :**

Annexe 1 – Délibération d'exonération de participation pour les équipements publics

Fait à MARSEILLE, en trois exemplaires originaux, le .....

Pour la METROPOLE

La PRESIDENTE, et par délégation .....

Pour le CONSTRUCTEUR, l'ARI

M. Jacques PANTALONI, Président

Pour l'AMENAGEUR, SOLEAM

M. JEAN-YVES MIAUX, Directeur Général

VILLE  
DE  
MARSEILLE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT  
DES  
BOUCHES-DU-RHONE

# EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Séance du 8 Février 2010*

PRESIDENCE DE MONSIEUR Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille, Sénateur des Bouches-du-Rhône.

L'Assemblée formée, Monsieur le Maire a ouvert la séance à laquelle ont été présents 88 membres.

10/0047/DEV D

**DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT - DIRECTION ETUDES ET AMENAGEMENT - ZAC du Vallon Régny - 9ème arrondissement - Exonération de participations constructeurs pour l'association pour l'intégration des personnes en situation de handicap ou en difficulté.**

10-19170-DEAM

- 0 -

Monsieur le Maire sur la proposition de Monsieur le Conseiller délégué à la Coopération Métropolitaine, au suivi des ZAC, à l'Urbanisme, à la Révision du Plan Local d'Urbanisme, à l'Agence d'Etudes d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La Ville de Marseille a approuvé, par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, la création de la ZAC du Vallon Régny pour mettre en œuvre un projet urbain qui permettra à terme la réalisation d'un nouveau cœur de quartier d'environ 1 000 logements à la jonction des quartiers de Saint Tronc, du Cabot et Saint Loup.

Marseille Aménagement a eu notamment en charge l'ensemble des études nécessaires à l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC.

Le programme des équipements publics a été approuvé pour ce qui concerne la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du Conseil Communautaire du 12 février 2007.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny qui se compose notamment du programme global des constructions, du programme des équipements publics et des modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Conformément à l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme sera à la charge de l'aménageur, le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Toutefois, il est prévu de laisser aux propriétaires en place qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, par substitution de la Taxe Locale d'Equipe ment (TLE) de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la commune ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme et à celles des articles 1585 C et 317 Quater annexe II du Code Général des Impôts de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.



L'association ARI, reconnue d'intérêt général et à but non lucratif, gère des établissements et services accueillant des enfants et adultes handicapés. Elle porte actuellement le projet de création d'une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) de 42 places, qui va se construire sur un terrain cédé par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille, à l'angle de l'avenue de Vert Pré et de l'ancien chemin de Cassis, dans le périmètre de la ZAC de Vallon Régny.

Cette construction fait l'objet d'un dépôt de permis. L'association ARI répondant à certains critères, bénéficie systématiquement d'une exonération de la TLE, quand elle dépose des permis de construire pour la même activité dans un périmètre hors ZAC.

Aussi, par analogie, il est proposé d'exonérer l'association ARI du paiement de la participation constructeur prévue dans la ZAC Régny, dans la mesure où la gestion de l'ARI est désintéressée au sens fiscal du terme. Par respect du principe d'égalité les établissements correspondants à la même catégorie et répondant aux mêmes critères à l'intérieur de cette ZAC seront également exonérés du paiement des participations constructeurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Municipal de prendre la délibération ci-après :

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARSEILLE**  
**VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**  
**VU LE CODE DE L'URBANISME, NOTAMMENT LES ARTICLES L 311-4, L 311-5**  
**VU LE CODE GENERAL DES IMPOTS, ARTICLES 1585 ET 317**  
**VU LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS REVISE APPROUVE LE 22 DECEMBRE**  
**2000 ET MODIFIE PAR DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE LE**  
**8 OCTOBRE 2007**  
**VU LA DELIBERATION N°07/0243/TUGE DU 19 MARS 2007**  
**VU LA DELIBERATION N°06/0774/EHCV DU 17 JUILLET 2006**  
**VU LA CONSULTATION DU CONSEIL DES 9EME ET 10EME ARRONDISSEMENTS**  
**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS**

#### **DELIBERE**

#### **ARTICLE UNIQUE**

Est approuvée l'exonération du paiement des participations constructeurs pour l'association ARI pour la réalisation d'une Maison d'Accueil Spécialisée dans le périmètre de la ZAC Régny. Les établissements correspondants à la même catégorie et répondant aux mêmes critères à l'intérieur de cette ZAC seront également exonérés du paiement des participations constructeurs.

**Vu et présenté pour son enrôlement**  
**à une séance du Conseil Municipal**  
**MONSIEUR LE CONSEILLER DÉLÉGUÉ À LA**  
**COOPÉRATION MÉTROPOLITAINE, À**  
**L'URBANISME, AU SUIVI DES ZAC, À LA**  
**RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET**  
**À L'AGENCE D'ETUDES D'URBANISME DE**  
**L'AGGLOMÉRATION MARSEILLAISE**  
**Signé : Claude VALLETTE**

Le Conseiller rapporteur de la Commission DEVELOPPEMENT DURABLE demande au Conseil Municipal d'accepter les conclusions sus-exposées et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Certifié conforme**  
**LE MAIRE DE MARSEILLE**  
**SENATEUR DES BOUCHES-DU-RHONE**

**Jean-Claude GAUDIN**

## Décision n° 19/595/D

**Mission Elu : Monsieur Boré Patrick - Signature protocole d'accord Interreg Med Coasting du 6 au 9 novembre 2019 - Sicile.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Patrick Boré en qualité de 3<sup>ème</sup> Vice-président délégué aux Ports et infrastructures portuaires Mer et Littoral ;
- L'arrêté n° 18/256/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Patrick Boré ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements des frais de missions des membres du Bureau.

### CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Patrick Boré est Vice-Président délégué aux Ports et infrastructures portuaires Mer et Littoral.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Monsieur Patrick Boré représentera la Métropole Aix-Marseille-Provence du 6 au 9 novembre 2019 dans le cadre de la signature du protocole d'accord Interreg Med Costing entre les différents partenaires européens, en Sicile.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Décision n° 19/596/D**

## **Convention d'occupation temporaire avec la société Diamidex**

### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société DIAMIDEX nous a sollicité pour la location d'une cave C2, d'une surface de 37.38 m<sup>2</sup> ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 15 octobre 2019 ;
- Qu'il est proposé un loyer de 20€/HT/HC/an et par m2, soit 747, 60€ par an HT et HC.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée d'un an à compter du 15 octobre 2019 pour un loyer annuel de 747,60 € HT/HC.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/597/D

**Exercice d'un droit de priorité sur la cession par l'Etat des parcelles 904 N 21, 907 I 56, 57, et 61 situées Avenue du Plan d'Aou et Avenue de Minerve, Marseille 15eme Arrondissement.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013215 19 M0201 reçue en mairie le 2 août 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées 904 N 21, 907 I 56, 57, et 61 appartenant à l'Etat situées Avenue du Plan d'Aou et Avenue Minerve Marseille 15eme, d'une superficie totale de 569m².

### CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est titulaire du droit de priorité sur l'ensemble de son territoire à l'occasion de l'aliénation de biens appartenant à l'Etat ou assimilé ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- Que la maîtrise foncière de ces parcelles permettra de poursuivre les actions de remembrement foncier des emprises aménagées ou à aménager par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou - St Antoine – La Viste à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'exercice du droit de priorité relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille.

Cadastre :	904 N 21, 907 I n° 56, n°57 et n°61,
Superficie cédée :	569m <sup>2</sup>
Situation :	Avenue du Plan d'Aou, avenue Minerve
Propriété :	Etat
Prix de vente :	42 675 euros
Objet du droit de priorité :	Remembrement foncier des emprises aménagées ou à aménager par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – St Antoine – La Viste à Marseille 15 <sup>ème</sup> arrondissement.

### **Article 2 :**

La décision d'acquérir l'emprise de terrain ci-dessus désignée est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCP GENET – SPITZER – REY – DEBERGUES – BLANC – STREIT – Notaires associés – Les Docks Atrium 10.2 – 2<sup>ème</sup> étage – 10 place de la Joliette – 13002 Marseille.

### **Article 3 :**

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considérera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié selon les modalités fixées dans la notification du droit de priorité et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

### **Article 4 :**

Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront payés sur les crédits ouverts au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019

## Décision n° 19/598/D

### **Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune des Pennes Mirabeau pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AB n° 66 sise 4 avenue Marcel Liotard 13170 Pennes Mirabeau**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau en date du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau en date du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M0286 reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 23 septembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AB n° 66 sise 4 avenue Marcel Liotard 13170 Pennes Mirabeau.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme.
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune des Pennes Mirabeau pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AB n° 66 sise 4 avenue Marcel Liotard 13170 Pennes Mirabeau.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019**

## Décision n° 19/599/D

### **Avenant de transfert à la convention d'occupation temporaire avec FCL sur l'hotel Technoptic- 13013 Marseille**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 15/051/D portant sur la signature d'un bail au profit de FCL.

#### **CONSIDÉRANT**

Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné à bail le 15 mars 2015 à la société FCL un bureau Lot 220 sis Hôtel Technoptic 2 rue Marc Donadille 13013 Marseille ;

Que le bail mentionne que MD2S ACTIV représente la société FCL. La société FCL Gérer La Cité souhaite reprendre directement la gestion et honorer en son nom propre le paiement des loyers et charges ;

Qu'il y a lieu de signer un avenant de transfert afin de modifier la raison sociale du tiers.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De signer un avenant de transfert pour acter le changement du tiers FCL Gérer La Cité qui prendra en charge le paiement des loyers et charges pour son occupation des locaux Lot 220 sis Hôtel Technoptic 2 rue Marc Donadille 13013 Marseille.

### **Article 2 :**

Toutes les autres clauses du bail demeurent inchangées.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

« HOTEL TECHNOPTIC »

**Avenant de transfert à la convention d'autorisation  
d'occupation temporaire de l'Hôtel Technoptic**

**ENTRE**

**La METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE**, dont le siège social est situé à MARSEILLE (13007), 58 Boulevard Charles Livon, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 200 054 807, représentée par Monsieur Pascal MONTECOT, 7<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, dûment habilité en vertu de l'arrêté numéro 18/270 du 31 octobre 2018.

Ci-après dénommée « **Le Bailleur** »

D'une part,

**ET**

**L'Association FCL Gérer la Cité**, société par actions simplifiées au capital de 175 000 euros, dont le siège social est sis 87 rue Saint-Lazare 75009 PARIS, immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro 351 926 712

Représentée par MD2S ACTIV, elle-même représentée par Mme Isabelle KEBE, en sa qualité de présidente de la société MD2S ACTIV.

Ci-après dénommée « **Le preneur** »

D'autre part.

## CONSIDERANT :

- Le BAIL\_15032015, qui autorise le preneur à occuper le bureau individualisé sous le numéro de lot 220 d'une surface de 34.56 m<sup>2</sup> (y compris quote-part des parties communes).
- La dénomination exacte de la société est « FCL Gérer la Cité »
- Que le bail mentionne que « MD2S ACTIV » représente la société « FCL Gérer la Cité »
- Que la société « FCL Gérer la Cité » entend honorer en son nom propre les paiements des loyers et charges dus.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### Article 1 :

Par ce présent avenant de transfert, il convient que la raison sociale du tiers « Financière Collectivités Locales » soit remplacée par « FCL Gérer la Cité ».

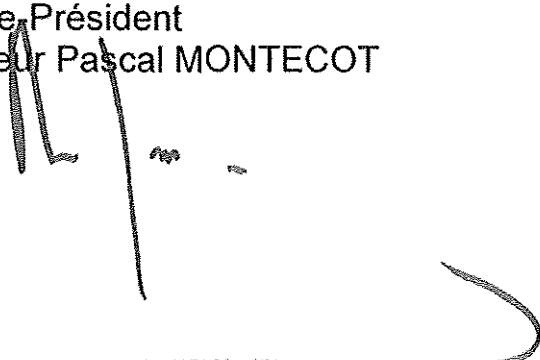
### Article 2 :

Le paiement des recettes dues au titre des loyers et charges du bureau individualisé – lot 220 – sera pris en charge par la société « FCL Gérer la Cité ».

Fait à Marseille, le .....6/03/2013

LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Le Vice-Président  
Monsieur Pascal MONTECOT





## Décision n° 19/602/D

### **Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot.

#### **CONSIDÉRANT**

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise :
  - Kepco Engineering et Construction Company, INC, Société de droit étranger Coréen, spécialisé dans les activités liées aux énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et les piles à combustible.

Déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois et qui nous a fait part d'une demande de modifications à apporter au bail suite à leur nouveau KBis ;

- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications administratives par un avenant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'avenant de l'entreprise :

- Kepco Engineering et Construction Company, INC:
  - Nouvelle adresse du siège social : Gyeongsangbuk-do 269 Hyeoksin-ro Gimcheon-si Yulgok-dong – République de Corée du Sud)
  - La société dispose d'une succursale française en lieu et place d'un bureau de liaison en France
  - La société est représentée par son dirigeant France en la personne de M. KIM Woo, Ho

Recette initiale inchangée: 16 429,50 euros HT/HC du 5 juin 2014 au 4 juin 2023.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752-Fonction 61-Chapitre 75 Code Activité 11.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 14 Octobre 2019**

## Décision n° 19/603/D

**Approbation de l'avenant à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux relative à la mise à disposition d'un terrain cadastré N° 43 et 45 section KW sis au Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée à Aix en Provence, au bénéfice de la société Bouygues Telecom dans le cadre de l'exploitation d'un relais radio communication**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- La décision n°2015-07 du 1er Février 2015 du Syndicat Mixte de l'Arbois relative à la convention d'occupation temporaire à titre onéreux d'une durée de 12 ans, au bénéfice de la société Bouygues Telecom pour l'exploitation de ses équipements techniques implantés sur le château d'eau implanté sur le terrain cadastré n°43 et 45 section KW sur le domaine du Technopôle de l'Arbois.

## **CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, la société Bouygues Telecom a installé, exploité et entretenu une station relais installée sur le château d'eau sis au Technopôle de l'Arbois, Domaine du Petit Arbois à Aix-en-Provence, propriété de la métropole Aix-Marseille-Provence, suivant bail emphytéotique consenti par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, en vertu d'une convention d'occupation temporaire conclu le 1<sup>er</sup> février 2015 ;
- Que la société Bouygues Telecom a sollicité le transfert de ladite convention au profit de la société CELLNEX France ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser cette modification administrative par un avenant.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De valider l'avenant ayant pour objet de fixer les conditions et modalités de ce transfert. A compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019 CELLNEX France est subrogée dans tous les droits et obligations de l'opérateur au titre de la convention.

Recette initiale inchangée: 14 500 euros HT/HC/an du 1<sup>er</sup> février 2015 au 31 janvier 2027.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 70323-Fonction 61-Chapitre 70.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Décision n° 19/604/D**

**Approbation d'un bail de courte durée d'un local sis 5 rue Grignan 13006 Marseille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**CONSIDERANT**

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prendre à bail un local à usage de commerce situé 5 rue Grignan, 13006 Marseille.
- Par conséquent, il convient de signer un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI IMMO ONE à compter du 15 octobre 2019 dans les conditions suivantes :

**Désignation :**

Au sein de l'immeuble situé 5 rue Grignan, 13006 Marseille le bailleur donne à bail à la Métropole les locaux suivants : un local commercial situé au rez-de-chaussée et une cave située au sous-sol du bâtiment pour une surface totale de 74,97 m².

**Durée :**

Trois ans à compter du 15 octobre 2019.

**Prix :**

Loyer : 20 000 euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance.

Charges : la provision pour charges annuelles est de 3000 euros hors taxes.

**Dépôt de garantie :** il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est signé un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI Immo One, à compter de 15 octobre 2019 pour une durée de 3 ans pour les locaux sus mentionnés.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 octobre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 17 Octobre 2019**

## Décision n° 19/605/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Germaine Raimondi.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La requête n° 1904823 dirigée contre la commune des Pennes-Mirabeau, par laquelle Madame Raimondi a saisi le Tribunal Administratif de Marseille d'une demande de référé expertise, suite à une chute sur une plaque d'égout survenue le 1<sup>er</sup> octobre 2018 dans une rue des Pennes-Mirabeau ;
- La requête par laquelle Madame Raimondi sollicite l'intervention forcée de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette procédure.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille au titre de l'appel en cause, et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/606/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Union Parts**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'occupation autorisant la SAS Union Parts à occuper l'atelier n°5 de la pépinière d'entreprises d'Istres, sise ZI du Tubé, 25 avenue du Tubé 13800 Istres ;
- La décision de résiliation de la convention d'occupation précitée à compter du 28 février 2019 ;
- Le procès-verbal de constat établi le 19 septembre 2019 par Maître Emmanuelle Taupin, huissier de justice associé au sein de la SCP Aix Jur'Istres ;

### CONSIDÉRANT

- Que par une convention d'occupation à titre précaire et révocable, la SAS Union Parts a été autorisée à occuper l'atelier n°5 de la pépinière d'entreprises d'Istres, sise ZI du Tubé, 25 avenue du Tubé 13800 Istres, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017 et pour une durée de 48 mois, soit jusqu'au 31 octobre 2021 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Octobre 2019

- Que depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2017, la SAS Union Parts n'a plus réglé ses loyers et ses prestations pour l'utilisation des services de la pépinière, entraînant ainsi la résiliation de sa convention d'occupation à compter du 28 février 2019 ;
- Qu'en dépit de cette résiliation, la SAS Union Parts demeure toujours dans les locaux, comme en atteste le constat d'huissier établi le 19 septembre 2019 par Maître Emmanuelle Taupin, huissier de justice ;
- Qu'il convient donc d'engager une procédure juridictionnelle afin d'obtenir l'expulsion de la SAS Union Parts, occupante sans titre de l'atelier n°5 de la pépinière d'entreprises d'Istres ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De saisir le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence pour obtenir l'expulsion de la SAS Union Parts, occupante sans titre de l'atelier n°5 de la pépinière d'entreprises d'Istres, et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, 15 Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/607/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes-Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux Sociétés Construcciones y auxiliar de ferrocarriles et Thales Six GTS Frances SAS.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé précontractuel déposée par les Sociétés Construcciones y auxiliar de ferrocarriles et Thales Six GTS Frances SAS devant le Tribunal Administratif de Marseille le 2 octobre 2019 (n° 1908390-3), demandant de suspendre l'exécution de toute décision se rapportant à la procédure négociée avec mise en concurrence préalable conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue de l'attribution de deux marchés de renouvellement et maintenance des rames de métro et des systèmes nécessaires à leur exploitation en pilotage automatique intégral du métro marseillais (opération NEOMMA), d'interdire à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Régie des Transports Métropolitains de signer l'un ou l'autre des marchés publics de renouvellement et/ou maintenance des rames de métro et des systèmes nécessaires à leur exploitation en pilotage automatique intégral du métro marseillais (opération NEOMMA), d'enjoindre à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Régie des Transports Métropolitains de se conformer à leurs obligations de publicité et de mise en concurrence, et de déclarer sans suite la consultation et de relancer une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes-Neveu Associés, 141 avenue de Wagram, 75017 Paris,

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes-Neveu Associés pour représenter la Métropole-Aix Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 octobre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/608/D

### **Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Mimet pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BI 51 sise 455 Route Notre Dame des Anges - 13105 Mimet**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2017/40 du Conseil municipal de la commune de Mimet du 17 mai 2017 instaurant le droit de préemption urbain simple dans les zones urbaines et à urbaniser (U et AU) du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
- La déclaration d'intention d'aliéner n°2019-29 reçue en mairie de Mimet le 23 août 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée BI n°51 sise 455 Route Notre Dame des Anges - 13105 Mimet.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Mimet pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BI n°51 sise 455 Route Notre Dame des Anges - 13105 Mimet.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 octobre 2019

**Martine VASSAL**